
M.E.S., Numéro 110, Vol. 3, Juillet-Septembre 2019

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

Mise en ligne le 11 janvier 2022

Pratiques et Expériences de la Chine dans la réduction de la pauvreté : Quelles leçons pour une croissance économique en faveur des couches défavorisées en RD Congo

par

Léopold PONGO OSOMBA W'OMATETE,
*Doctorant et Chef de Travaux, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Kinshasa.*

Résumé

En République Démocratique du Congo, une thérapie de choc à la chinoise s'impose. De nombreuses raisons sont avancées pour expliquer le processus de paupérisation de l'Etat, des entreprises et des ménages dans ce pays. Parmi elles, la non-industrialisation du pays, le manque d'électrification, le défaut d'infrastructures, l'accès inégal aux biens et services publics et surtout la corruption endémique, qu'évoque fréquemment le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique. Mais un autre facteur, moins souvent mis en lumière, explique aussi en grande partie ce fléau du nouveau millénaire : *La fuite des capitaux, réalisée au travers des incitations fiscales octroyées par l'Etat congolais, d'une part, et, d'autre part, par le recours aux prix de transfert.*

A notre avis d'économiste du développement, la fuite des capitaux dans les secteurs miniers, de télécommunication, la fraude fiscale et le blanchissement des capitaux sont les plus graves maux qui valent au pays de figurer encore au bas de la liste des pays à faible développement humain : « 15 milliards de

dollars américains, c'est à cette somme qu'on estime les pertes annuelles de la RDC en termes de grande corruption ».

A tout prendre, cette présentation se passe de conclusion. Elle n'est d'ailleurs jamais finie puisqu'il s'agit d'un récit des faits vécus, d'une histoire inédite, fruit d'une narration ayant pour objet de limiter les nocivités et d'éviter, au Congo-Kinshasa, l'irréparable.

INTRODUCTION

En dépit de performances technologiques et de progrès économiques réalisés au vingtième siècle, qui ne cessent de s'amplifier au début de ce nouveau millénaire, la pauvreté reste une problématique préoccupante à travers le monde. En s'aggravant dans de nombreux pays et régions, sans épargner certains pays industrialisés, ce phénomène s'est imposé à l'attention de la communauté internationale, surtout qu'il était devenu évident que la croissance du produit intérieur brut ne pouvait être la seule panacée pour réaménager les pannes de la vision stricto sensu économique de la prise en charge de la pauvreté.

D'emblée, de par l'évolution de l'économie mondiale au cours des trois dernières décennies, l'expérience du développement a mis en exergue un constat paradoxal. En effet, eu égard à l'accumulation de richesse sans précédent, certains Etats/Nations demeurent ancrés dans des états de privations en tous genres. Ce paradoxe a conduit les économistes du développement à accorder à la question des inégalités, une place

centrale dans l'étude de la relation entre croissance économique et pauvreté.

Certes, l'accent mis au cours des années 90 sur la pauvreté, a apporté un nouvel éclairage sur le lien entre la croissance, les inégalités et la pauvreté, en notifiant que la croissance économique ne suffit pas pour lutter contre la pauvreté. Dès lors, le débat sur le lien entre la croissance économique et la pauvreté s'est élargi pour tenir compte de l'effet de la répartition du revenu dans toute stratégie de développement axée sur la lutte contre le dénuement et la marginalisation sociale. Ainsi, parmi les moyens de lutte contre la pauvreté, la croissance économique et la redistribution des revenus par des mécanismes divers, occupent une place centrale. En principe, tout accroissement du revenu moyen réduit la pauvreté, tandis qu'une accentuation de l'inégalité l'accroît.

La présente publication, elle restituant l'expérience chinoise dans le combat contre la pauvreté, s'inscrit dans cette perspective. Il se propose moyennant une gamme d'outils analytiques, récemment développés, et dans une optique comparative, de tirer les leçons qui s'imposent pour que le modèle de croissance congolais soit une croissance de type « propauvres ».

Par souci de pertinence, le bilan de la gestion politique se doit d'être étendu à « l'arithmétique politique » à la Petty, et à « l'arithmétique sociale » ou humaine à la Sen¹. Cette présentation tente d'appréhender le lien entre la pauvreté, l'inégalité des revenus et la croissance économique au RDC. Elle s'évertue de mettre en évidence l'importance potentielle du second facteur et plaide en faveur d'une reconsidération de politiques redistributives,

aujourd'hui trop souvent reléguées au second plan.

Introduction en quête d'une problématique.

Depuis près d'une quarantaine d'années, la croissance économique en Chine s'établit en moyenne aux alentours de 9½ %, un rythme rapide qui devrait se maintenir encore quelque temps. Le dynamisme de la croissance a contribué non seulement au relèvement du revenu des ménages, mais aussi à une forte réduction de la pauvreté. Parallèlement, l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale a beaucoup progressé. Toutes ces avancées sont en grande partie le fruit des orientations nouvelles décidées par les pouvoirs publics. Grâce aux réformes engagées, les prix du marché et l'investissement privé sont amenés à jouer un rôle important dans la production et les échanges.

Par contre, en RDC, depuis plus d'une dizaine d'années, l'économie congolaise connaît une période de croissance inédite dans l'histoire du pays. Pour autant, la pauvreté et les inégalités n'ont pas diminué en proportion inverse de cette croissance. D'où cette question : Quelles leçons à tirer de l'expérience chinoise dans la réduction de la pauvreté des ménages ? Cette question suscite une autre interrogation : La RDC est-elle en mesure de relever les défis de la croissance en faveur des couches défavorisées, aujourd'hui et demain ?

C'est dans cette perspective que nous avons sollicité, et obtenu, un visa pour un séjour de lecture en Chine, dans le cadre du Programme des échanges humains et culturels qu'offre le Gouvernement chinois en faveur notamment des chercheurs africains pour des visites académiques et séminaires.

Il sied par ailleurs de noter que la présentation dont rend compte ce rapport de recherche sur les faits vécus en Chine intitulé « Les pratiques et expériences de la réduction de

¹ Pour en savoir plus sur « l'arithmétique de Petty », et « l'arithmétique humaine » à la Sen, voir Kalonji Ntalaja (Octobre 2002), Trois « lectures » de la performance de l'économie congolaise en 2002, *Notes de Conjoncture*, Nouvelle série, Volume 1, Numéro 1, pp.43-61.

la pauvreté en Chine » rentre dans le cadre de notre projet de thèse de doctorat, intitulé « *Dynamique de la pauvreté et Profil de l'inégalité des ménages en RDC* », à partir des données de la première et de la deuxième Enquêtes 1-2-3 réalisées, par l'Institut National de la Statistique (INS), respectivement en 2004/2005 et en 2012/2014.

D'après nos investigations, la RDC est riche, mais appauvrie par les longues années de choix irrationnels, de mauvaise gestion économique, de troubles politiques et de conflits armés. Ces facteurs conjugués ont laissé leurs marques sur le profil de la pauvreté dans ce pays. Ainsi, aujourd'hui, la RDC est un pays à forte malnutrition et faible couverture vaccinale, faible niveau de scolarisation, faible niveau d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Selon Mukoko², le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans y est 26 fois plus élevé qu'en Malaisie, tandis que la malnutrition infantile est 6 fois plus élevée qu'au Costa Rica. Comparée à l'Ile Maurice, la RDC accuse un retard de 65 points pour la scolarisation des enfants au cycle primaire, 49 points pour la vaccination des enfants d'un an contre la rougeole, 74 points pour l'accès à l'eau potable en milieu rural, et 46 points pour l'accès aux services d'assainissement en milieu urbain. Après 2005, cette situation n'a guère changé. Car, la Revue de la Gestion des Dépenses Publiques et de la Responsabilisation Financière de la Banque Mondiale³ retient que, malgré que l'économie congolaise ait renoué avec des taux de croissance positifs qui se situent à une moyenne de 7,7% entre 2010 et 2015, les problèmes de l'efficacité institutionnelle, du processus budgétaire et du système des passations de

marché affectent substantiellement l'ensemble des secteurs, notamment la santé, l'éducation et les transports. En fait, les indicateurs sociaux de la RDC sont parmi les plus bas au monde, à telle enseigne que le pays n'a atteint aucun Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD)⁴ en 2015.

Au-delà de ces causes d'ordre national, au niveau des ménages congolais, l'un des facteurs qui explique cette évolution est la structure démographique des ménages. Dans de nombreuses provinces du pays, les ménages pauvres comptent proportionnellement davantage de membres économiquement dépendants des adultes en âge de travailler. Partout ailleurs, cette proportion diminue, mais au en RDC tout comme globalement en Afrique subsaharienne, elle reste relativement constante. En outre, sous l'effet combiné de la diminution du taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et de la lenteur relative de la baisse des taux de fécondité, la population continue de croître en Afrique, et surtout en RDC, à un rythme plus soutenu que dans le reste du monde.

Alors que la proportion de pauvres diminue à l'échelle mondiale, les observations semblent indiquer que l'extrême pauvreté est de plus en plus souvent associée à des situations de fragilité institutionnelle et de conflit, et en 2015, les personnes vivant dans un État fragile ou touché par un conflit se trouvaient majoritairement en Afrique subsaharienne (54 %). Le taux de pauvreté dans 35 États fragiles

² Mukoko Samba Daniel(2005), Stabilisation macro-économique et lutte contre la pauvreté en République Démocratique du Congo, in Web: <https://www.cabri-sbo.org>

³ Banque Mondiale (Septembre 2015), sous le titre « Accroître l'efficacité et l'efficacité du secteur public pour promouvoir la croissance et le développement », p. ii-xii et 1-2.

⁴ Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) résultent de la Déclaration du Millénaire signée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement à la clôture du Sommet du Millénaire à New York en septembre 2000. Les 8 OMD ont trait à la réduction de la pauvreté extrême et de la faim, la scolarisation universelle au niveau primaire, l'élimination des disparités entre sexes, la réduction de la mortalité infantile et maternelle, la lutte contre le VIH/SIDA et les autres maladies, la protection de l'environnement, et le développement d'un partenariat mondial pour le développement de l'humanité entière.

ou touchés par un conflit était de 35,9 % en 2015, contre 34,4 % en 2011⁽⁵⁾. D'après ce rapport, depuis 2010, la proportion de pauvres ne cesse de croître dans ces pays. En 2015, 23 % des pauvres de la planète vivaient dans des États fragiles ou touchés par un conflit.

En général, il existe une corrélation négative entre les taux de pauvreté et la solidité des institutions. Et les pays qui affichent un taux de pauvreté élevé ont plus difficilement accès aux services financiers, le climat des affaires y est moins favorable, l'État de droit plus fragile, et la corruption plus perceptible.

Ce qui précède met le lecteur en garde contre la double tentation i) de croire que ce qui est écrit ci-dessous épuise l'étude de l'expérience chinoise dans la réduction de la pauvreté des foyers, ou ii) d'affirmer péremptoirement que ce qui est dit ici est totalement inexact.

Les préoccupations ci-dessus ayant été prises, disons maintenant un mot sur le séjour de lecture lui-même.

Justification de la mission de Chine.

Conformément au chronogramme d'activités préparatoires de notre projet de recherche prescrivant deux séjours de lecture dans des pays ayant expérimenté le recul de la pauvreté, comme la Chine, force était de solliciter et d'effectuer une mission officielle. Ainsi, au terme d'un long séjour de lecture à Beijing et à Nanchong du Sichuan en Chine⁽⁶⁾, s'inscrivant dans le cadre des activités

⁵ Banque Mondiale (2018), Rapport 2018 sur la pauvreté et la prospérité partagée : compléter le puzzle de la pauvreté.

⁶ Ce séjour s'inscrit dans le cadre d'un Programme de formation sur la politique et la pratique de la réduction de la pauvreté par des projets de développement local. Ce programme a été sanctionné par un brevet délivré par le Centre International de Réduction de la Pauvreté de Chine (IPRCC). Que le Conseiller d'Ambassade de Chine en RDC, Monsieur LIU SHOUYU, qui a donc rendu possible cette mission, trouve ici toute notre gratitude.

préparatoires de notre thèse doctorale, il nous importe de partager, sous forme d'une publication scientifique, autant que faire se peut, les fouilles de nos investigations sur les expériences chinoises dans la réduction de la pauvreté, et d'en tirer les leçons qui s'imposent, pour un Congo émergent⁷.

Avant d'aller plus loin, il sied de rappeler que l'objectif du Séminaire sur la politique et la pratique de la réduction de la pauvreté par des projets de développement local consistait à approfondir le partage de politiques et l'échange d'expériences en matière de réduction de la pauvreté et de développement entre la Chine et les pays africains, analyser les questions et les défis auxquels sont confrontés les pays africains au cours de la lutte contre la pauvreté et du développement, explorer les voies de la perfection du système stratégique de la réduction de la pauvreté en Chine et dans les pays africains en développement.

En marge du Séminaire, des visites sur terrain dans la province de Sichuan⁸ ainsi que des consultations avec certains

⁷ La littérature économique abordant les pays émergents attribue à l'Economiste néerlandais Antoine van Agtmaël, travaillant pour la SFI (société Financière Internationale) la paternité de l'expression « pays émergent », qu'il a utilisée pour la première fois en 1981, en parlant de pays en développement offrant des opportunités pour les investisseurs. D'après nos investigations, on peut considérer *qu'un pays, anciennement pauvre, émerge lorsqu'il suscite l'intérêt et se démarque de la masse des nations sous-développées et situées en marge des échanges mondiaux de biens, de services et d'idées.*

⁸ Avec comme Capitale Chengdu, Sichuan est une Province importante dans les domaines économique, culturelle, industrielle, agricole, militaire et touristique. C'est là où vivent les Pandas géants et où se produisent Wuliangye et Jiannanchun, deux des trois alcools célèbres en Chine. Sa superficie est de 48,6 millions de km², avec une population de 82,62 millions d'habitants à fin 2016. D'ailleurs, elle appelée « Terre d'abondance » pour sa terre fertile et productive, ses ressources riches et son paysage pittoresque.

universitaires chinois spécialistes de la lutte contre la pauvreté ont été organisés⁹.

Cela étant, la réforme et l'ouverture constituent un projet social complexe. A dire vrai, au cours des 40 ans de réforme, la Chine s'est engagée dans une voie originale de réforme, elle a accumulé des expériences précieuses. Le succès remarquable de la République Populaire de Chine, au cours des 40 dernières années dans le combat contre la pauvreté, communément désigné « miracle chinois », est constitué des politiques et des pratiques ; elles-mêmes, comme un faisceau de mesures cohérentes, découlent d'une vision, d'un leadership fort, d'une mobilisation efficace, d'une gestion rigoureuse des moyens tant humains que financiers et d'une justice distributive. C'est donc des exemples incontestablement éprouvés susceptibles d'inspirer le pays comme la RDC, dont nous rendons ici compte.

Ces exemples hallucinants de l'« *Empire du Milieu*¹⁰ », battant en brèche la célèbre théorie économique de la dépendance développée notamment par Samir Amin⁽¹¹⁾, sont mis en évidence par les différents rapports, notamment ceux de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). D'après ces études, à partir de 1979, pendant plus de 30 ans, l'économie chinoise s'est accrue en moyenne de plus de 9% par an. Plus de 700 millions de Chinois ont fait

leur adieu à la pauvreté absolue. Et, pourtant, jusqu'en 1990, le PIB chinois n'était encore qu'un huitième de celui du Japon. Mais en 2016, le PIB chinois est déjà 2,5 fois celui du Japon et approximativement l'équivalent des PIB du Japon, de l'Allemagne, et de la Grande-Bretagne réunis. Comme on peut le constater, aujourd'hui, la Chine est la 2ème économie, la première puissance manufacturière et la première puissance commerciale du monde. Elle dispose de la plus importante réserve en devises de la planète. L'espérance de vie des Chinois a passé, en l'espace de 67 ans, de 35 à 76 ans. Ces exploits valent la peine d'être étudiés (vécus), pour servir de leçons à tout pays qui voudra faire de l'élimination de la pauvreté son cheval de bataille.

Au demeurant, la réforme et l'ouverture de la Chine qui ont commencé en 1978 représentent une grande révolution. Cette révolution a suscité l'enthousiasme des centaines de millions de personnes. Elle a permis de construire une économie de marché socialiste dynamique, de développer rapidement la productivité, de renforcer considérablement la force nationale et d'élever manifestement le niveau de vie du peuple chinois. En d'autres termes, au cours des quatre dernières décennies de réforme et d'ouverture, *la Chine a non seulement réalisé une croissance économique rapide, mais elle a aussi réussi à réduire la pauvreté à grande échelle.*

Contexte de l'étude

La réduction de la pauvreté constitue un défi majeur, auquel les pays en développement sont confrontés afin de réaliser un progrès économique et social coordonné, et décider de leur processus d'industrialisation et de modernisation. Depuis de longues années, ces pays s'attachent activement à rechercher et à s'approprier une voie de la prospérité du pays et du bien-être de la population, à développer la production, à favoriser la croissance, à accroître

⁹ C'est ici le lieu de remercier le Bureau de la Lutte contre la Pauvreté et du Développement du Sichuan en charge de l'organisation des voyages d'études et des visites de terrain.

¹⁰ L'expression « empire du Milieu » est une expression française utilisée pour désigner la Chine.

¹¹ La théorie de la dépendance en économie internationale est aussi connue sous le nom de la « théorie Centre-périphérie ». En grosso modo, elle explique le sous-développement des périphéries au bénéfice du développement accentué des centres. Ce sont notamment des économistes des inégalités de développement qui lui donnèrent sa forme contemporain, tels que Samir Amin dans le *développement inégal* de 1973, Edward Scilles et son papier sur *Centers and Peripheries – Essays in Macrosociology* de 1975.

l'emploi, à renforcer les œuvres sociales, à assurer la stabilité sociale, politique et économique, à enregistrer des résultats considérables en termes d'amélioration de l'environnement de croissance, d'accélération du processus de réduction de la pauvreté et de promotion du progrès social, ce qui a largement contribué à la réduction de la pauvreté via la promotion et la réalisation des OMD au niveau mondial. Mais, étant donné que persistent de rudes défis auxquels les pays et régions en développement font face, qu'il existe encore des défauts de croissance économique et de modes de développement, que les œuvres sociales s'inscrivent à un faible niveau, et que la question du développement déséquilibré entre les secteurs, les régions et les villes et campagnes se révèle encore saillante, il importe de poursuivre l'optimisation des modes de croissance économique, l'amélioration de la qualité et de la rentabilité du développement et de réaliser un développement social et économique à grandes enjambées.

Dans ce contexte, les stratégies chinoises, de réduction de la pauvreté prises globalement, couvrent les aspects suivants : (i) renforcement de l'édification institutionnelle, amélioration des systèmes stratégiques de développement rural et de réduction de la pauvreté et leurs modes d'application, accroissement sans cesse la rentabilité du développement rural ; (ii) promotion de la production agricole, développement des secteurs non agricoles, optimisation de la structure économique en milieu rural, diversification des ressources des paysans, accroissement des revenus des paysans ; (iii) perfectionnement des systèmes des services publics, accentuation de la construction des infrastructures, amélioration des conditions de vie de la population, développement de l'éducation, la santé et des sciences et technologies, élévation du niveau des ressources humaines, relèvement du niveau de développement des régions rurales ; (iv) perfectionnement des systèmes de protection

sociale, amélioration de la capacité des habitants ruraux à résister aux risques économiques, sociaux et naturels, leur assurer des moyens d'existence de base ; et (v) mise en place des politiques interventionnistes spéciales à l'égard des régions et groupes pauvres particuliers, promotion tous azimuts du processus de réduction de la pauvreté.

Au-delà de cette introduction, l'étude comprend quatre points. Nous présentons au premier point, les aspects théoriques de la question autour desquels s'articule notre problématique. Le deuxième point expose la stratégie de la réduction de la pauvreté dans un Congo de paradoxes : pays de croissance et de pauvreté. Le troisième point livre l'expérience chinoise dans la lutte contre la pauvreté. Enfin, le dernier point dégage les conclusions et formule des recommandations découlant de nos investigations. Une conclusion suivie de quelques suggestions mettent un terme à ce travail.

I. CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE D'ANALYSE.

L'objectif déclaré de cette section consiste à préciser les contours de principaux concepts et théories autour desquels s'articule cette étude. Ces acceptations sont en rapport, non seulement, avec l'intitulé de l'étude, mais aussi et surtout à son contenu.

Nous espérons ainsi éviter toute ambiguïté, car « le vocabulaire est un terrain parsemé d'embûches et, ici plus qu'ailleurs, il faut commencer par rappeler le sens des termes utilisés avec l'espoir qu'ils permettront une meilleure compréhension des faits dont ils veulent rendre compte »⁽¹²⁾.

1.1. Revue de littérature.

¹² Mubake Mumeme Michel, Cours de « Fluctuations et Croissance Economiques », Licence en Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa, 2012, p. 14.

Au seuil de toute étude, il est essentiel, rappelle Charles de Visscher ⁽¹³⁾, d'en cerner aussi nettement que possible les contours, de dégager ce qui en fait la spécificité. De ce fait se pose le problème de définir ce qu'il faille entre par pauvreté, croissance économique inclusive en faveur des pauvres. A dire vrai, sans nous verser dans des discussions d'ordre sémantique ou laisser le lecteur dans l'équivoque ni dans des controverses d'écoles doctrinaires, circonscrivons maintenant les sens des concepts- clés de cette étude.

1.1.1. Pauvreté

Aux fins de cette étude, la pauvreté est définie comme « *l'incapacité de parvenir à un niveau de vie minimal adéquat, ce qui comprend le minimum nécessaire à la survie matérielle (alimentation, eau, habillement, logement, etc.), plus ce qu'il faut pour participer à la vie quotidienne en société* ». Certains estiment que ce dernier élément d'un niveau de vie adéquat correspond davantage à une situation de pays riche. Mais il n'y a absolument aucune raison de supposer que la participation à la vie sociale est moins importante dans les pays pauvres que dans les pays riches. Selon Adam Smith ⁽¹⁴⁾, «les biens de première nécessité» comprennent «non seulement les produits et les biens qui sont indispensables et nécessaires à la vie, mais aussi ce que les coutumes d'un pays imposent décentement à toute personne honorable, même de la condition la plus modeste, de posséder». De ce point de vue, un niveau de vie adéquat doit englober non seulement l'accès à des biens garantissant la capacité physique de se maintenir en vie, mais aussi l'accès à des biens permettant à une personne de vivre dignement dans la société à laquelle elle appartient.

Et, dans ce même ordre d'idées, l'incidence et l'intensité de la pauvreté sont indiquées par un seuil de pauvreté qui représente, en valeur monétaire, le niveau de consommation qui est considéré comme tout juste adéquat. La valeur monétaire de la consommation des ménages comprend à la fois les biens achetés et la valeur imputée de consommation de la propre production des ménages. L'incidence de la pauvreté est calculée en tant que proportion de la population totale vivant en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins que le montant minimal adéquat. L'intensité de la pauvreté est calculée en estimant, en valeur monétaire, le niveau moyen de consommation des pauvres, c'est-à-dire des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté.

En conclusion, d'aucuns ont fait valoir, ces dernières années, qu'il était réducteur de se concentrer sur la pauvreté considérée du point de vue de la consommation en utilisant un indicateur monétaire. Selon l'argumentation présentée, la pauvreté est multidimensionnelle, constituée par un réseau inextricable de privations et de carences économiques, politiques, humaines et socioculturelles, et caractérisée par l'insécurité, la vulnérabilité et l'impuissance ⁽¹⁵⁾. La présente étude ne rejette pas cette optique multidimensionnelle, qui offre indéniablement une bonne description de la pauvreté ⁽¹⁶⁾; elle a toutefois retenu une définition plus limitée qui permet une meilleure analyse des relations entre pauvreté et développement.

Comprendre ces relations – ce qui est essentiel pour l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté en RDC et dans

¹³ Charles de Visscher, *Les effectivités du Droit International Public*, éd. A. Pédone, Paris, 1967, p. 13.

¹⁴ Smith Adam, (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes on the Wealth of Nations*, Everyman Edition (1910), Home University Library, London, (1776: p. 351 et 352),

¹⁵ Il existe différentes approches du caractère multidimensionnel de la pauvreté. Voir Banque mondiale (2000), PNUD (1997), et Rodgers, Gore et Figueiredo (1995).

¹⁶ Pour une description saisissante de l'aspect multidimensionnel de la pauvreté, voir Narayan et divers collaborateurs (2000).

d'autres pays en développement – n'est pas impossible avec une définition multidimensionnelle de la pauvreté englobant les dimensions économiques, sociales et politiques du dénuement. Mais la complexité de la tâche est telle qu'elle risque d'empêcher une bonne compréhension. Une approche multidimensionnelle de la définition et de la mesure de la pauvreté peut facilement conduire à une perception complexe, mais statique de la pauvreté dans laquelle une stratégie de lutte contre la pauvreté s'attaquera davantage aux symptômes (ce dont les ménages ou les individus manquent) qu'aux causes (les raisons pour lesquelles les ménages ou individus manquent de ces choses). Autrement dit, une description plus fidèle de l'expérience humaine de la pauvreté sera obtenue au détriment de la capacité d'analyser les causes de cette pauvreté et d'élaborer des politiques efficaces de réduction de la pauvreté. En se concentrant sur la pauvreté du point de vue de la consommation, il est également possible de s'appuyer sur les apports d'analyses réalisées par le passé qui ont souvent été oubliées ou qui ont été écartées, étant jugées superfétatoires, lorsqu'on est passé à une approche multidimensionnelle¹⁷.

1.1.2. Croissance inclusive.

L'objectif premier et fondamental consiste à réaliser une croissance qui soit plus inclusive, se traduisant non pas simplement par l'égalité de traitement et d'opportunités, mais par des réductions profondes de la pauvreté et un accroissement massif et correspondant des emplois. Or, en RDC, bien que son économie ait renoué avec des taux de croissance positifs, de plus de quinze années de manière ininterrompue, une grande partie de la population a un niveau de revenu qui n'est pas suffisant pour faire face aux besoins essentiels,

et les ressources disponibles de l'économie, même si elles sont réparties équitablement, ne suffisent guère à pourvoir aux besoins essentiels de la population sur une base durable.

Le modèle d'une croissance inclusive en RDC n'est pas facile à réaliser. Plusieurs secteurs de son économie demeurent fragiles et l'infrastructure demeure peu développée, ce qui entrave l'intégration territoriale et réduit la compétitivité de ses entreprises. C'est le cas de nombreuses économies africaines qui sont tributaires des matières premières, avec des structures de production très peu diversifiées. Les taux de pauvreté sont encore beaucoup trop élevés. L'inégalité est également élevée : six des 10 pays les plus inégalitaires de la planète se trouvent en Afrique.

Pour relever de tels défis redoutables, il faudra un nouvel état d'esprit, consistant pour les dirigeants et les congolais à assumer pleinement la responsabilité de leur développement tout comme la Chine, l'Inde, la République de Corée et Singapour l'ont fait. Et la communauté internationale devra poursuivre son aide pour consolider les efforts et les ressources de la RDC et mettre en place des dirigeants capables, dotés d'administrations publiques robustes.

Aujourd'hui, est ce que les stratégies de développement fondées sur la seule promotion de la croissance suffisent-elles à réduire la pauvreté ? Si la réponse est non, faut-il simplement mettre en œuvre des actions compensatrices pour les pauvres ou bien faut-il repenser le processus de promotion de cette croissance ? Ce débat, récurrent chez les économistes du développement depuis les années cinquante, s'organise aujourd'hui autour de la notion de croissance pro-pauvres (*pro-poor growth*).

¹⁷ Pour en savoir plus, lire notamment Léopold Pongo Osomba W'Omatete, « *Pauvreté, Alimentation et Budget des ménages en Afrique Urbaine. Examen de la littérature et méthodologique critique* », Mémoire de Master/DEA, NPTCI-Campus de Kinshasa, 2013.

Dans ce cadre, cette présentation, propose de faire le point sur les avancées de la réflexion dans ce domaine à partir des débats actuels sur les définitions de la croissance pro-pauvres.

1.1.3. Croissance pro-pauvres.

La littérature économique abordant cette notion abonde. En effet, l'idée de base est simple : croissance et réduction de la pauvreté paraissent indubitablement liées mais, à croissance égale, certains pays parviennent mieux que d'autres à réduire la pauvreté. Par exemple¹⁸, le Ghana a vu, au cours des années 90, l'incidence de la pauvreté diminuer dans des proportions plus importantes que le Burkina Faso ou l'Inde, avec pourtant un taux de croissance annuel moyen plus faible.

- Selon la première approche, dite "relative", la croissance est pro-pauvres lorsque les plus pauvres bénéficient plus que les autres des fruits de la croissance. Elle doit donc se traduire par une réduction de l'inégalité des revenus en faveur des pauvres.
- La seconde approche, dite "absolue" considère comme pro-pauvres une croissance qui se traduit par une réduction de l'incidence de la pauvreté. Cette approche est cohérente avec le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés en 2000 à New York (objectif 1, cible 1 : réduire de moitié entre 2000 et 2015 la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour¹⁹).

¹⁸ Cet exemple est emprunté à Jean-Marc Chataigner et Marc Raffinot in «La Croissance Pro-Pauvres : Définition et Politiques », in line.

¹⁹ On relèvera que cet OMD ne tient pas compte des actions conduites pour des populations situées juste au-dessus du seuil de l'extrême pauvreté.

En pratique, la distinction entre approches relative et absolue est sans doute moins tranchée qu'il n'y paraît, puisque l'impact de la croissance sur la réduction de la pauvreté dépend du niveau de départ d'inégalité des revenus.

De plus, l'objectif souhaitable n'est pas tant celui d'un objectif absolu de réduction des inégalités que celui, fort complexe, de promotion effective de l'égalité des chances (où même dans les pays développés d'énormes progrès restent à accomplir).

Il importe de retenir que, l'approche par la « croissance pro-pauvres » est donc utile pour revoir les politiques et les projets en fonction de l'objectif de réduction de la pauvreté. Elle ne fournit pas de recettes toutes faites. Au contraire, elle invite à prendre en compte la complexité des processus et les spécificités de chaque situation.

1.1.4. Définition de la pauvreté chinoise

Selon les statistiques officielles et la politique de la réduction de la pauvreté en Chine, la pauvreté signifie généralement la pauvreté rurale ; car, la pauvreté urbaine ayant déjà dépassée les seuils internationaux de 1,90 dollars par jour et de 2 dollars, qui sont désormais traditionnellement utilisés pour établir des estimations comparables au niveau international de la pauvreté dans le monde, indiquant le niveau en dessous duquel la consommation privée est jugée insatisfaite, et ces seuils sont mesurés, là encore selon la pratique en vigueur, au moyen des taux de change aux parités de pouvoir d'achat (PPA), lesquels permettent de corriger les différences de coût de la vie entre les pays. Et, en Chine, la pauvreté est définie à partir de deux aspects : avoir un revenu ou non.

1.1.5. Seuil de pauvreté de revenu et son réglage en Chine

Le premier seuil de pauvreté a été lancé en 1986, d'après le revenu net et annuel par habitant des agriculteurs à prix constants en 1984 : 200 yuan. Cette norme équivalente à 43% du revenu net par habitant des agriculteurs nationaux à cette année, couvre 14,8% de l'ensemble de la population rurale.

En 2008, le Gouvernement chinois a élevé le seuil de pauvreté original de (1/3), pour le revenu net et annuel par habitant des agriculteurs en 2008 : 1196 yuans. Cette norme équivalente à 1/4 du revenu net par habitant des agriculteurs nationaux à cette année, couvre 4,2% de l'ensemble de la population rurale.

En 2011, le Gouvernement chinois a fait des réglages considérables sur le seuil de pauvreté cette fois. Le seuil de pauvreté défini comme le revenu net et annuel par habitant des agriculteurs à prix constants en 2010 : 2300 yuan, a élevé de 92% par rapport au seuil de pauvreté avant, soit 36% du revenu net par habitant des agriculteurs nationaux en 2011. Cette norme équivalente au prix du pouvoir d'achat (PPA) en 2011, signifie 2,3 dollars par personne par jour.

L'indice important de la définition de la pauvreté en Chine est que l'on ne peut pas obtenir de services publics de base. Par exemple, en 2011 le gouvernement chinois a indiqué expressément trois indices dans le cadre du standard de pauvreté, comme que l'on n'a pas accès à l'instruction obligatoire, que l'on ne peut pas obtenir de services de soins de santé de base et que la sécurité du logement ne peut pas être garantie.

La définition de la pauvreté présente deux caractéristiques et expériences importantes : considérer non seulement les besoins de la vie de base du peuple, mais aussi la capacité de l'aide des pauvres du gouvernement; selon le développement social et la capacité du gouvernement, on règle le niveau de pauvreté.

1.2. La réduction de la pauvreté des ménages: Est-ce un leurre ?

La volonté idéaliste d'améliorer le niveau de vie des populations pauvres est juste et louable. Mais si l'on ne veut pas que le remède soit pire que le mal, il faut que les solutions appliquées ou à appliquer s'appuient sur une connaissance approfondie des causes de la pauvreté, et de la façon dont ces causes ont été et peuvent être efficacement éliminées. Comme Simon Kuznets l'a écrit dans son célèbre article de 1955, où il avançait que les inégalités de revenu augmenteraient aux premières étapes du développement économique, mais diminueraient par la suite, les politiques visant à aider les pauvres qui sont «*le produit d'une imagination que ne bride pas une bonne connaissance du passé*» risquent fort d'être empreintes d'une «*violence romantique*». Autrement dit, en dépit des meilleures intentions, des politiques fondées sur une connaissance insuffisante risquent d'aggraver plutôt que de réduire la pauvreté.

Cela signifie que la lutte contre la pauvreté ne se résume pas à un chapelet de bonnes intentions, comme en RDC. Elle doit se vivre comme en Chine et être constatée notamment dans l'amélioration palpable et continue des conditions de vie de la population d'un pays. En RDC, en dépit que son économie ait renoué avec des taux de croissance positifs, largement supérieurs de près de trois points en moyenne par rapport aux performances subsahariennes, selon le Fonds Monétaire International (FMI, 2015), nous avons la nette impression que le Congo-Kinshasa se sous-développe chaque jour. Car, les Congolais ont en effet de moins en moins d'eau potable, d'écoles, de routes, d'électricité et d'hôpitaux²⁰.

²⁰ Une épidémie de rougeole a été déclarée ce 11 juin 2019 en RDC par le Ministre Congolais de la Santé, Oly Ilunga, dans un pays déjà sur le front d'une épidémie d'Ebola depuis le 1^{er} août. Depuis début 2019, 87 mille cas suspects ont été enregistrés avec 677 cas confirmés répartis dans 23 provinces. Cette situation est d'autant

Ailleurs, comme en Chine, pourtant, des progrès s'accomplissent. L'eau potable est à la portée d'un plus grand nombre de personnes et de foyers ; l'éducation de base est quasiment gratuite ; des soins médicaux de qualité sont dispensés à peu de frais ; les gens se logent correctement et se déplacent sur des routes et/ou des autoroutes régulièrement entretenues et même nouvellement construites.

Lorsque nous observons ces nations qui décollent et qui maintiennent le cap économiquement, nous nous rendons évidemment compte que la réduction de la pauvreté ou le recul de l'appauvrissement n'est pas un leurre. Mais, c'est une réalité qui procède, comme dans le cas de la Chine, d'une vision, d'un leadership fort, d'une mobilisation efficace, d'une gestion rigoureuse des moyens tant humains que financiers et d'une meilleure redistribution des richesses.

Cela paraît d'autant plus vraisemblable que l'argument développé dans cette présentation se focalise sur le fait que les réformes macro-économiques menées, au cours des quinze dernières années, par l'Etat Congolais dans le cadre des différents programmes de reconstruction et de modernisation du pays ne favorisent pas, malgré leurs résultats positifs sur la croissance, une meilleure distribution des richesses. Ces réformes déresponsabilisent l'Etat sur ses missions essentielles comme, par exemple, la nécessité d'assurer de meilleurs services publics aux populations.

Aussi le niveau très bas des revenus de l'immense majorité des Congolais est tel que la majeure partie des ressources des ménages

plus inquiétante, car elle représente une augmentation de plus de 700%, comparée à la situation épidémiologique pour la même période en 2018. A en croire l'ONG Médecins sans frontières (MSF), « l'épidémie de rougeole qui frappe la RDC risque d'être la plus meurtrière depuis sa forte résurgence dans le pays en 2011-2012 ».

pauvres est consacrée à la satisfaction des besoins de base, notamment alimentaires. Ainsi les montants alloués à la satisfaction des autres besoins des ménages sont plus faibles. La part réservée à la santé reste en particulier insignifiante²¹.

II. PEUT-ON REDUIRE LA PAUVRETE DANS UN CONGO DE PARADOXES?

2.1. RDC : Pays de croissance et de pauvreté

A tort ou à raison, nombreux sont ceux qui peignent la RDC, comme un pays de paradoxes, où coexistent plus ou moins pacifiquement la richesse et l'extrême pauvreté. Cela paraît d'autant plus probant que, dans son livre intitulé « *L'industrie minière congolaise, Chiffres et Défis* » publié chez l'Harmattan en 2012, Léonide Mupepele, en ce qui concerne les ressources minérales renseigne *que la RDC détient le premier rang mondial pour le cobalt avec les 3/4 des réserves mondiales, le premier rang mondial pour le diamant industriel (80%), la 3^{ème} réserve mondiale de Fer, le 3^{ème} rang mondial pour le Pyrochlore et 4^{ème} rang mondial pour le Cuivre, le 5^{ème} rang pour le Coltan et le 8^{ème} rang pour la Cassitérite* ».

Pour sa part, le Programme de Nations Unies pour le Développement semble s'étonner de voir que des millions d'hectares de terres arables demeurent inutilisées en RDC²². Sous-continent de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions d'hectares de terres

²¹ Cfr. Treize millions de personnes vivent dans une insécurité alimentaire extrême en RDC et parmi eux, cinq millions sont des enfants, selon les Nations Unies (juin, 2019). Alors que le pays devrait produire plus qu'il ne consomme, il se classe aujourd'hui deuxième, juste derrière le Yémen, dans le triste palmarès des plus graves crises alimentaires au monde (PAM, 2019).

²² PNUD (2008 :17-19), *Rapport National sur le Développement Humain 2008 (Restauration de la paix et Reconstruction)*.

irrigables, bénéficiant de la diversité climatique et d'un réseau hydrographique dense, et 125 millions d'hectares de forêts, la RDC ne met en valeur que moins de 10% des terres disponibles. La superficie irriguée n'atteint à peine que 13.500 hectares, soit 0,3% du potentiel disponible.

Avec un potentiel de pâturage de 40 millions de bovins, la RDC ne produit en moyenne que 210.000 tonnes de viande bovine, soit 88% de la consommation nationale. Il s'ensuit bien entendu, des pertes d'opportunités en termes de recettes d'exportation et une forte dépendance par rapport aux importations des biens alimentaires. Le déficit du bilan alimentaire des produits de la viande est d'ailleurs devenu la norme pour le Congo-Kinshasa, grand importateur de produits alimentaires : 29% de la consommation des céréales et 92% de lait pour ne citer que ces deux exemples. Il n'en est donc pas étonnant que la consommation calorifique ait connu une diminution constante au cours des dernières années, de 2110 calories par personne par jour en 1979-1981 à 1610 calories en 2001-2012 (²³).

Au demeurant, le potentiel hydroélectrique du pays est évalué à + 100. 000 MW. Pourtant, aujourd'hui, la RDC est un pays à faible accès à l'énergie électrique : 6% de ménages Congolais seulement avaient accès à l'énergie électrique peu avant 1998 (30% en milieu urbain et 1% en milieu rural). Ce taux de desserte représente ¼ de la moyenne de l'Afrique subsaharienne qui est de 25%. La RDC ne dispose actuellement que d'une

capacité installée de 2.516 MW, soit 2,5% du potentiel disponible.

Cette situation relève d'un paradoxe quand on rapproche ce scandale géologique à l'extrême pauvreté de la population congolaise. Le taux pauvreté est estimé à 63,4% en 2012 contre 71% en 2004 et 80% en 1995. La malnutrition chronique parmi les enfants de moins de 5 ans a atteint 43% en 2015. L'indice d'inégalité de genre (IG), bien qu'ayant régressé en passant de 0,681 en 2013 à 0,673 en 2015, reste élevé comparé à la moyenne africaine de 0,548 et subsaharienne de 0,621.

La persistance de ce contraste est d'autant plus inexplicable quand il est établi que les nombreux gisements de minerais à haute teneur et leur faible coût d'exploitation attirent les entreprises minières du monde entier vers la RDC. En outre, le coût d'exploitation du secteur minier en RDC a l'avantage d'être plus faible que dans les autres pays riches en minerais comme l'Afrique du Sud.

Nonobstant, au même moment où son territoire regorge de ressources tant humaines que naturelles variées et en quantités abondantes, le pays est constamment soumis à des chocs endogènes et exogènes, caractérisés par les difficultés que connaissent les populations à accéder de façon convenable et durable aux biens et services publics. Les conséquences actuelles de ces différents chocs se traduisent sur le terrain par des crises sociopolitiques graves, devenues des menaces permanentes aussi bien pour la paix à l'intérieur du territoire national que pour stabilité de la sous-région des Grands Lacs. En conséquence, le pays figure encore au bas de la liste des pays à faible développement humain. Les millions de congolais sont ainsi privés de capacités suffisantes pour élargir leurs choix pour une vie plus longue, mieux informée et décente.

²³ Pour une discussion beaucoup plus approfondie des enjeux économiques de réduction de la pauvreté pour les Pays les moins avancés, lire notamment Léopold Pongo Osomba W'Omatete, « *Pauvreté, Alimentation et Budget des Ménages en Afrique Urbaine. Cas des villes de Kinshasa, Bamako et Ouagadougou. Examen de la littérature et méthodologie critique* », Mémoire de DEA/Master-2, NPTCI, 2013, p. 217.

Cette situation est mise en évidence par des chiffres officiels qui sont connus. En RDC, 63,4% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté. La pauvreté est globalement rurale et féminine. Elle se caractérise par la privation de la consommation de biens privés en quantité et en qualité (aliments, vêtements, logements, etc.) et par l'exclusion aux biens et services publics (éducation, santé, électricité, eau, etc.). Pour s'en convaincre environ 52% de la population risque l'insécurité alimentaire, et 42% des habitants ont un accès limité à l'eau potable. L'espérance de vie à la naissance est estimée à 45,7ans, et le taux d'alphabétisation des adultes se situe à 27%, tombant à 13% pour les jeunes. Presque tous les ménages ruraux congolais pratiquent la production agricole et animale.

Mais, en dépit de cette situation aussi dramatique qu'inimaginable, la RDC est aussi une terre d'espoir. Ses citoyens en ont donné la preuve irréfutable, à la fois, en développant et en raffinant avec beaucoup de créativité et d'ingéniosité dont parle Tollens²⁴, sur les marchés alimentaires de la ville de Kinshasa, pendant la décennie perdue des années 1990 dont le point d'orgue est resté le dramatique siège d'aout et de septembre 1998, et d'autre, en s'appropriant, de 2003 à 2006, dans un contexte politique particulièrement difficile, un processus de transition dont le point culminant a été l'organisation des élections pluralistes, les premiers depuis 1965 et dont le résultat a été salué par le monde entier.

Aujourd'hui encore, compte tenu de la gravité de la situation économique, sociale,

humanitaire et sécuritaire que connaît le pays, on observe le regroupement politique Ensemble pour le changement de Katumbi, qui se présente comme première force politique de l'opposition issue des élections de 2018 avec ses 66 députés nationaux et 97 députés provinciaux, se dit prêt -, au de-là du « *hold-up électoral* » de décembre 2018, - à accompagner toute initiative du nouveau président élu, Félix Tshisekedi allant dans le sens de l'instauration de l'Etat de droit et de l'amélioration des conditions de vie des Congolais, longtemps meurtris, en déclarant par ailleurs que le combat pour « *la vérité des urnes* » doit succéder la lutte pour l'instauration de l'Etat de droit en RDC.

C'est dans l'espoir d'un Congo émergent, après de longues décennies de choix économiques irrationnels, de mauvaise gestion économique, de conflits armés et de turbulences politico- institutionnelles, que cette étude sur les leçons tirées des expériences chinoises dans la réduction de la pauvreté, pour une croissance propauvres en RDC, est consacrée. Certes les couches défavorisées des congolais, dont la patience est mondialement admise, ont consenti d'énormes sacrifices et sont aujourd'hui en droit légitime de réclamer les dividendes de la reconstruction et de la modernisation du pays.

C'est donc sur cette toile de fond que s'inscrit cette présentation, dont l'objet est la recherche des voies pour engager ce géant pays d'Afrique à genoux sur un sentier d'une croissance durable et équitable. Cette étude a recensé les grands piliers des performances chinoises dans le combat contre la pauvreté : un Etat efficace et pourvoyeur de sécurité sociale et de justice distributive, un espace politique ouvert aux desiderata des chinois, véritables parties prenantes à la direction de la chose publique et juges de dernier ressort de la qualité de la gouvernance ; une économie de production diversifiée et des biens à valeur ajoutée certaine ; une organisation sociétale acquise aux

²⁴ Pour une discussion approfondie des comportements et des pratiques des gens par rapport la nourriture, voir Tollens Eric (2003), « Sécurité alimentaire à Kinshasa : un face à face quotidien avec l'adversité », Workin Paper, n° 82, Département d'Economie Agricole et de l'Environnement, Katholieke Universiteit Leuven, Belgique. Ce document (pdf) peut être téléchargé à partir du lien suivant: [http : www.agr.kuleuven.ac.be/aee/clo/wp/tollens2003.pdf](http://www.agr.kuleuven.ac.be/aee/clo/wp/tollens2003.pdf).

valeurs morales et au respect de la dignité humaine.

Au demeurant, les responsables gouvernementaux africains et la communauté du développement en général, confrontés à la nécessité de formuler des stratégies nationales à long terme, ont besoin d'un Congo debout, émergent et plus ambitieux. Et, la matérialisation de telles ambitions, clame le PNUD, ne sera possible que si le pays peut éviter trois pièges : le piège de la faiblesse prolongée de l'Etat ; le piège de la dépendance par rapport aux ressources financières extérieures au détriment de la mobilisation des ressources domestiques ; et le piège de l'insécurité permanente dans certaines zones, particulièrement dans les provinces du Centre et de l'Est du pays. Il s'agira pour la RDC d'opérer des choix stratégiques ardues mais indispensables pour rendre possible un changement d'échelle dont le pays a considérablement besoin pour que ses filles et fils tirent un meilleur parti des ressources naturelles disponibles. Le pays doit aussi renverser de manière impérative les tendances qui expliquent et prolongent indéfiniment la torpeur voire la faiblesse de l'Etat, comme le remarquent bon nombre d'observateurs de la politique congolaise (25).

²⁵ Parmi lesquels Tollens Éric, assimilant des innovations sur les marchés alimentaires de Kinshasa à des réponses spontanées de la population aux contraintes économiques et politiques, particulièrement à la démission et à l'absence de l'Etat et à la chute du secteur formel privé. Après le Cardinal Laurent Monsengwo qui dénonçait la « barbarie » des forces de sécurité, et appelait à ce que les médiocres dégagent et que règnent la paix, la justice en RDC, c'est aussi le Révérend F. David Ekefo qui, dans un langage sensiblement plus diplomatique, a fustigé les faiblesses de l'Etat, en ces termes : Quel pays allons-nous léguer à nos enfants, à nos petits-enfants ? ...J'ai l'impression que l'Etat n'existe pas vraiment. En égrenant la liste des maux dont il juge le pays affligé, on note la faiblesse de l'Etat...il a également vitupéré contre l'état des infrastructures routières, le trop faible niveau de sécurité alimentaire et l'incapacité du pays à faire profiter ses populations des richesses de son sous-sol. Et de conclure : « le Congo ne sera pas toujours faible comme il est maintenant il va se réveiller un jour ». Pour en savoir

La réduction de la pauvreté en RDC est largement insuffisante comparativement à celle observée dans d'autres pays en développement. La Chine, où le taux de pauvreté était à peu près aussi élevé qu'en RDC au cours des années 1990, affiche aujourd'hui un taux beaucoup plus faible. Selon le plus récent rapport des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)²⁶. La RDC reste classée parmi les quelques pays en développement riches en ressources naturelles où la premier OMD, qui était de réduire l'extrême pauvreté de moitié avant 2015, n'était pas atteint.

Dans ce contexte, l'histoire de la lutte contre la pauvreté tout comme l'histoire de la réforme et de l'ouverture de la Chine peuvent servir de leçons à l'économie congolaise, pour une croissance propauvres, « où le bilan de la gestion publique se doit d'être étendu à l'arithmétique politique à la Petty, et à l'arithmétique sociale ou humaine à la Sen²⁷. Tel est le but de cette présentation.

Car, à l'instar de la Chine, le plus grand pays d'Afrique francophone, la RDC possède une population d'environ 78,7 millions d'habitants, dont moins de 40% vivent en milieu urbain. Avec ses 80 millions d'hectares de terres arables et plus de 1100 minéraux et métaux précieux répertoriés, la RDC pourrait devenir l'un des pays les plus riches du continent africain et l'une de ses locomotives de croissance si elle parvenait à surmonter son instabilité politique. Se remettant encore d'une série de conflits qui ont éclaté dans les années 1990 et généré un marasme économique et social persistant, la RDC, dont la croissance du

plus, lire In Jeune-Afrique : « RDC : quand le Pasteur F-D Ekefo sermonne le pouvoir ». 2018/17/1.

²⁶ ONU (Organisation des Nations Unies, 2015, Rapport sur le développement, 2015, New-York.

²⁷ Nous empruntons cette célèbre expression au Professeur Kalonji Ntalaja, (Octobre 2003), In Trois « lectures » de la performance de l'économie congolaise en 2002, *Notes de Conjoncture*, Nouvelle série, Volume 1, Numéro 1, pp. 44-61.

Pib réel est remontée à 3,4% en 2017, après avoir chuté de 6,9% en 2015 à 2,4% en 2016 (son plus bas niveau depuis 2001), compte encore parmi les pays les plus pauvres du monde et se situe au 176^e rang (sur 187 pays) dans le dernier indice de développement humain calculé par l'ONU (2015). Selon les estimations de l'ONU datant de janvier 2018, la RDC abrite 540000 réfugiés et compte 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

2.2. Appréciation des problèmes et enjeux économiques

2.2.1. Contexte politique et socio-économique

La RDC est un poids lourd incontournable en Afrique subsaharienne. Pourtant, le pays peine à poursuivre son envol vers la démocratie et vers une reconstruction économique et sociale. La grande pauvreté de la population contraste fortement avec le taux de croissance et la richesse virtuelle du pays. La forte croissance observée entre 2010 et 2015 n'a pas entraîné un développement des capacités productives, ni une transformation structurelle de l'économie. L'exploitation de l'énorme potentiel économique nécessite encore de profondes réformes en matière de bonne gouvernance, la construction d'infrastructures, la diversification de l'économie et la mise en place d'un environnement juridique favorable aux investissements.

En 2016, la croissance économique en RDC (2,2%), avait continué à décélérer par rapport à l'année précédente. Depuis le début de l'année 2017, la croissance économique redémarre avec une hausse du PIB, estimée entre 2% et 4 % pour 2017 selon les sources (BM, FMI, BAD); le PIB pourrait ainsi franchir les 40 milliards USD en 2017. Pourtant, depuis le début de l'année, la population et les acteurs économiques subissent une chute de 10% du taux de change, une forte inflation de 12%, une situation politique instable et un climat des

affaires encore morose et peu transparent. Les différents secteurs économiques subissent toujours les conséquences des insuffisances en matière d'infrastructures ainsi que l'augmentation des prix des produits importés, tel que le carburant. Les cours du cuivre et du cobalt, principales exportations de la RDC, continuent leur progression avec une évolution croissante, respectivement de 5% et 65% sur le premier trimestre 2017. Cela ouvre une perspective d'augmentation de la production de ces minerais en cours d'année, laissant espérer des rentrées fiscales croissantes en 2017 et surtout en 2018.

Malgré un accord politique signé le 31.12 2106, (accord de la « Saint Sylvestre ») prévoyant des élections présidentielles en décembre 2017, beaucoup d'incertitudes règnent quant à la volonté politique de réaliser ce scrutin. Le nouveau gouvernement, mis en place le 16 mai 2017, est contesté par l'opposition et une partie de la société civile. Depuis le début de l'année, les dépenses du gouvernement sont hors de contrôle pour une bonne majorité des ministères. La résolution de cette situation alarmante ne pourra se faire sans l'appui financier des institutions de Bretton Woods mais cet éventuel appui ne se fera pas sans conditions, qu'elles soient politiques (respect de l'accord politique de la « Saint Sylvestre ») ou économiques (mobiliser les ressources domestiques et réformer les finances publiques). Il faudra donc une volonté politique claire et démontrée, ce qui fait actuellement défaut.

2.2.2. Cadre macroéconomique

Le taux de croissance du PIB pour l'année 2017 se situerait entre 2% et 4% selon les grandes Institutions financières (4,9 % selon la Banque Centrale du Congo-BCC-). Cette évolution positive de la croissance s'explique par le regain d'activité dans le secteur extractif et la hausse des cours du cuivre et du cobalt. L'évolution favorable des cours devrait entraîner

à terme une augmentation de la production et des investissements dans les domaines de l'exploration ou de la production dans le secteur extractif.

Cette embellie est cependant fortement dépendante de la demande, notamment de celle des industries américaine et chinoise. En effet, 41% des exportations du cuivre de la RDC sont destinés à la Chine. Le secteur secondaire serait l'autre contributeur significatif de la croissance économique de la RDC en 2017. Ceci s'explique par une certaine reprise dans la construction grâce entre autres aux nouvelles cimenteries congolaises. Le secteur tertiaire qui avait pourtant soutenu la faible croissance de 2016 devrait quant à lui se tasser en 2017.

L'inflation continue de croître. Selon la BCC, l'inflation s'élève à 12% depuis le début d'année, à 27% en glissement annuel (calcul sur les 12 derniers mois) et pourrait atteindre 48% en taux annualisé fin 2017 (projection à confirmer). La dépréciation de la monnaie nationale (CFD) face au dollar américain (USD) se poursuit, et alimente la hausse de l'index des prix à la consommation. De plus, les mesures qui sont censées maîtriser l'inflation congolaise ne parviennent pas à freiner les poussées inflationnistes. Malgré la dollarisation du pays, la majeure partie des salariés est rémunérée en monnaie nationale. Dans ce contexte de hausse continue de l'index des prix à la consommation (nourriture, location de logements et frais scolaires), les conditions de vie de la population ne cessent de se détériorer.

Le Taux de change du CDF face à l'USD a continué à se déprécier au cours du premier trimestre 2017. Le gouvernement a pris des mesures drastiques de politique monétaire comme le relèvement du taux interbancaire (prêts à court terme) qui passe de 7% à 14%. Cette nouvelle mesure semble avoir très peu

d'effets sur la dépréciation de la monnaie nationale.

Les réserves de change continuent à diminuer progressivement. Fin mai 2017, elles représentaient à peine 3,2 semaines d'importation des biens et services. Ce faible niveau de réserves met la RDC en danger de ne pouvoir répondre à un quelconque choc endogène ou exogène. Il constitue également une menace pour l'importation des produits de base. Le contexte de transition politique volatile qui perdure ne se prête guère à un compromis liant à la fois l'engagement de réformes substantielles de l'Etat et des appuis éventuels au trésor de la part des principaux bailleurs. Et pourtant, d'après les banques congolaises, la BCC aurait urgemment besoin d'une recapitalisation d'au moins 1 milliard USD.

2.2.3. Politique budgétaire

A défaut d'un budget voté, l'Etat a fonctionné depuis le début 2017 selon la logique des crédits provisoires. Malgré la mauvaise conjoncture macro-économique et le contexte politique en principe tourné vers les élections, le Gouvernement n'a pas ralenti son train de vie en faveur des priorités du moment, l'armée et la police restant par exemple très budgétivores. L'incertitude politique, et dès lors la survie politique de chacun, a peut-être même eu l'effet inverse. Une analyse des états de suivis budgétaires nous montre une surconsommation des crédits par l'ensemble des cabinets ministériels dont certains ont déjà, à la fin février 2017, entièrement consommé leur budget de l'année et même davantage. Le Conseil des Ministres a consommé par exemple 190% de son enveloppe de l'année. A ce rythme-là et extrapolé, le budget annuel exécuté en 2017 par le gouvernement de la RDC s'élèverait à 3,6 milliards USD en ce inclus un déficit de 1,2 milliard USD qui ne serait pas financé autrement que par un non-remboursement de ses dettes aux acteurs

économiques. Les autorités attendent des jours meilleurs qu'elles espèrent pour le deuxième semestre grâce à la remontée des cours du cuivre et du cobalt et de la hausse de production de ces deux minerais.

Rappelons que le budget nécessaire aux élections, selon la CENI, est estimé à 1,33 milliard USD. Ce début d'année a aussi vu l'actualisation d'indices internationaux de gouvernance dont celui de la perception de la corruption à travers le monde. La RDC y est classée 156ème sur 176 pays, figurant ainsi parmi les pays les plus corrompus de la planète. La nomination d'un conseiller du chef de l'Etat en matière de lutte contre la corruption en 2015 n'a pas (encore) apporté de résultat. La question de l'implication du politique dans les affaires reste courante.

2.2.4. Le climat des affaires

Le climat des affaires reste morose et peu transparent, dominé par la corruption, le harcèlement fiscal et l'insécurité juridique et judiciaire. Dans l'édition 2017 du rapport Doing business de la Banque Mondiale, la RDC est classée 184ème au niveau mondial sur 190 pays. Le rapport note des progrès en matière d'obtention de permis de construire et de raccordement à l'électricité, mais un recul ou une stagnation dans tous les autres domaines. Le gouvernement a bien entrepris ces dernières années une série de réformes visant, de manière globale, à améliorer le climat des investissements : l'adhésion à l'OHADA, la mise en place d'une charte des PME et d'une direction générale de la création d'entreprise, la réduction du taux global d'imposition et du coût d'exécution des contrats. Toutefois, ces réformes ne sont pas encore suffisamment mises en œuvre. Malgré l'adoption de lois (Code minier, Code des hydrocarbures, Code forestier), l'adjudication des concessions reste opaque.

2.2.5. Politique et priorités de la RDC

La RDC est membre de plusieurs organisations internationales et régionales parmi lesquelles figurent (notamment l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ; le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ; l'Union Africaine (UA) ; la Banque africaine de développement (BAD) ; le Groupe des Etats d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP) ; la Communauté Economique Africaine (CEA) ; le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ; la Southern African Development Community (SADC) ; la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) ; la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ; la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) ; l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) ; Organisation Mondiale du Commerce (OMC), etc.).

Mais, bien que la RDC soit membre de multiples enceintes universelles et régionales, elle ne joue qu'un rôle mineur dans la diplomatie multilatérale. Cela est dû principalement à la faiblesse institutionnelle et décisionnelle des organes de l'Etat en reconstruction. De nombreuses organisations internationales du système onusien (MONUSCO, PNUD, UNICEF, UNESCO, FAO, PAM, OMS, ...) ainsi que les institutions financières (FMI, BM, BAD) assistent le gouvernement dans la poursuite des réformes. Compte tenu de la diminution drastique des ressources de l'Etat, le gouvernement de la RDC a sollicité un appui budgétaire auprès de ses bailleurs de fonds traditionnels. La BM souligne l'importance pour la RDC de mettre l'accent sur la gouvernance économique, et de reprendre des programmes d'accompagnement économique et financier avec le FMI et la BM. Ce soutien des institutions de Bretton Woods pourrait permettre un appui à la balance des paiements de la RDC, ce qui semble nécessaire dans le contexte actuel.

La BM insiste aussi sur la nécessité de réduire les dépenses publiques et d'accroître les recettes domestiques. La RDC devrait également mettre l'accent sur la révision de son code minier (toujours au parlement), et la diversification de son économie.

Face à la crise macro-économique actuelle, le FMI a manifesté début avril sa disponibilité à fournir un soutien financier "une fois que la situation politique sera clarifiée et stabilisée". Il a indiqué que "le climat politique n'est pas encore propice à un accompagnement du FMI" et "qu'il faut préalablement que la classe politique parle le même langage quant à la gestion de cette période de transition".

Sur le plan régional, la RDC et le Rwanda ont signé, le 4 avril 2017, un accord de coopération portant sur l'exploration pétrolière des 2 700 km² qu'ils se partagent dans la Lac Kivu. L'accord prévoit une exploitation commune en cas de découverte d'un gisement. Dans la même région des Grands Lacs, il est annoncé un retrait du Rwanda de la CEPGL. Ce pays voulant se concentrer sur sa réintégration au sein de la CEEAC, semble ne plus porter à cœur le projet de relance de la CEPGL. Ainsi, son retrait pourrait mettre en difficulté l'existence même de cette institution composée de trois pays seulement (Burundi, RDC, Rwanda) à laquelle la CEEAC a recommandé de s'intégrer dans son ensemble.

2.3. Commerce extérieur

2.3.1. Évolution et perspectives générales

En 2016, la croissance a été surtout impulsée par les secteurs tertiaire et secondaire, avec des contributions respectives à la croissance de 1.3 et 0.8 point. La performance du secteur tertiaire est essentiellement tirée par la branche des transports et télécommunications. L'activité des banques et assurances a nettement reculé, reflétant la morosité de l'activité économique. La performance du secteur

secondaire a été surtout soutenue par le dynamisme des industries manufacturières, en particulier celles des produits alimentaires, des boissons et du tabac.

Une amélioration des perspectives économiques à court et moyen termes du pays sera déterminée essentiellement par les facteurs suivants : i) le relèvement des cours des principales matières d'exportation: la BM entrevoit une hausse des prix des métaux en 2017 ; ii) un environnement politique apaisé à travers un consensus sur la gestion de la période transitoire du fait de la non-organisation de l'élection présidentielle dans les délais constitutionnels ; iii) la poursuite des réformes structurelles, notamment celles visant à améliorer le climat des investissements, à renforcer la mobilisation des ressources internes et à diversifier davantage le tissu productif ; iv) la hausse de l'aide publique au développement (APD), en particulier pour le soutien à l'organisation des élections ; et v) l'amélioration de la fourniture de l'énergie électrique.

Les principaux leviers de la croissance au cours des prochaines années seront les secteurs de l'extraction, des transports et télécommunications, les industries manufacturières, le commerce, ainsi que l'agriculture. La croissance pourrait bénéficier, surtout à partir de 2018, de la mise en œuvre effective des investissements prévus dans le PNSD (Plan National Stratégique de Développement), lequel n'est pas encore adopté bien que finalisé en 2016. Avec ce plan, la RDC compte accéder au statut de pays à revenu intermédiaire en 2021, grâce à la transformation de l'agriculture, devenir un pays émergent en 2030, grâce à une industrialisation intensive et un pays développé en 2050, grâce à une société de connaissances.

Par ailleurs, l'alimentation en énergie ne répond pas aux besoins des entreprises, du secteur minier notamment, ni ne

permet la diversification de l'économie. Le projet de construction du barrage INGA 3 serait une partie de la solution pour combler ce déficit, mais il est peu probable que la construction de l'usine hydroélectrique Inga 3 de 4 800 MW commence cette année, comme annoncé. En avril 2017, la Société nationale d'électricité (SNEL) a signé un accord provisoire pour importer 200 MW d'Afrique du Sud, un volume cependant largement insuffisant pour combler les besoins.

S'agissant du Commerce de marchandises

La réglementation européenne qui oblige les importateurs d'étain, de tantale, de tungstène et d'or (3T+or) à se soumettre à une législation contraignante, a été votée à une très large majorité au Parlement européen au mois de mars 2017. Ce règlement vise à garantir que le commerce de ces minerais ne finance pas les groupes armés ou les graves violations de droits de l'Homme dans les zones de conflits ou à hauts risques. L'obligation d'instaurer un devoir de diligence pour les importateurs des 3T+or sera effective à partir de janvier 2021.

Malgré des efforts pour rester conforme au processus ITIE (Initiative pour la Transparence des Industries Extractives), certains faits illustrent que les défis liés à la transparence dans les industries extractives persistent en RDC. Le rapport ITIE RDC 2015 devrait paraître au cours du second trimestre 2017. La RDC devrait faire davantage d'efforts pour accroître les ressources tirées du secteur extractif qui restent faibles au regard de son potentiel dans ce domaine. En effet, sur la période 2010-15, les recettes provenant du secteur extractif ont représenté en moyenne 44,3 % des recettes publiques internes.

2.4. Investissements directs

2.4.1. Évolution et perspectives générales

Les perspectives pour 2017/2018, de façon générale, demeurent assez médiocres en

raison d'une volatilité croissante de la situation politique, d'une forte pression sur le budget en période pré-électorale et d'une baisse significative du niveau des réserves officielles de change. Selon la Banque Mondiale il faudrait une décennie de forte croissance soutenue (7%) pour que la RDC atteigne un statut de faible revenu moyen (\$1,026p/c) et 50 ans pour dépasser le seuil de revenu moyen élevé (\$12,615 p/c). Les perspectives concernant les minerais pour 2017 sont positives, le niveau des cours rend la production attractive et les producteurs de cuivre et de cobalt (dont Glencore) pourraient par conséquent augmenter les niveaux d'investissements et de production.

2.4.2. Flux et stocks d'investissements bilatéraux

L'agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) ne publie plus de données statistiques ventilées selon la provenance nationale. Les articles de presse et les informations collectées auprès de certains acteurs économiques sont les seules sources anecdotiques et peu précises qui donnent des indications sur les investissements bilatéraux. Le FMI, contacté à ce sujet, ne dispose pas non plus de données sur les investissements bilatéraux.

III. EXPERIENCES CHINOISES DANS LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE.

Selon le critérium international de la pauvreté, de 1978 à 2010, la Chine a sorti de la pauvreté, 660 millions de personnes, soit 93,3% des pauvres dans le monde à la même époque. Voilà la contribution de la Chine dans la réduction de la pauvreté dans le monde. Et, en lançant une série de luttes contre la pauvreté dans les régions rurales à partir des années 1980, la population pauvre a diminué de 250 millions en 1978 à 30,46 millions en 2017, et le

taux de pauvreté est passé de 30,7% en 2010 à 3,1% en 2017, selon Ding Yifan²⁸.

Pour bien étayer nos propos, les développements suivants s'articulent autour de cinq points. Le premier point expose brièvement les efforts louables entrepris le Gouvernement chinois, dans le cadre des politiques de réforme et d'ouverture exécutés sous la gouvernance du PCC (Parti Communiste Chinois), pour de l'ordre dans la gestion publique à l'effet de rendre la Chine une puissance mondiale et un pays « fréquentable ». Le second point évoque les spécificités de la Chine. De l'Etat puissant à un pays pauvre aux points (4 & 5). Au sixième point, les causes du « miracle chinois » ; au septième point les retombées de la réforme et de l'ouverture de la Chine ; et, enfin au septième point le processus de développement après la réforme et l'ouverture.

3.1. Bref aperçu historique sur la réforme et l'ouverture en Chine

La réforme et l'ouverture de la Chine qui ont commencé en 1978 représentent une grande révolution. Elle a suscité l'enthousiasme des centaines de millions de personnes. Elle a permis de construire une économie de marché socialiste dynamique, de développer rapidement la productivité, de renforcer considérablement la force nationale et d'élever manifestement le niveau de vie du peuple chinois.

Pour l'instant, nous voudrions, dans les trois points qui suivent, relever les trois moteurs du décollage accéléré de la Chine, à savoir : i) la réforme économique ; ii) l'ouverture économique et iii) la stabilité politique et sociale du pays.

La politique de réforme économique

La réforme a été le *premier moteur du décollage accéléré du pays*. Elle a consisté, avant tout, à en finir avec l'égalitarisme excessif, en liant dorénavant la rémunération de chacun avec le travail qu'il aura fourni, afin de punir la paresse et la médiocrité. Grâce à la réforme, la rentabilité économique s'est visiblement améliorée dans tous les secteurs.

Par ce vaste programme de réforme, Deng Xiaoping a lancé en outre le mot d'ordre de permettre à une partie de gens qui en avaient la volonté et la capacité de s'enrichir en premier, afin qu'ils entraînent ensuite les autres dans leur sillage. L'objectif final reste l'enrichissement de tous plus tard. Ce mot d'ordre a libéré *l'esprit d'initiative et la créativité* des millions de Chinois.

Un autre aspect fondamental de la réforme, *c'était de remplacer l'économie planifiée par l'économie de marché*²⁹. Désormais, les prix sont décidés par le marché selon la loi de l'offre et de la demande au lieu d'être fixés par le gouvernement. Et les ressources sont également allouées de plus en plus par le marché au lieu d'être distribuées par le gouvernement selon ses plans.

De 1978 en 2018, les 40 ans de réforme et d'ouverture peuvent être divisés en cinq phases suivantes :

- initiation de réformes (1978-1984)
- exploration de la réforme globale (1984 - 1992)

²⁹ Mécanisme connu en Sciences Economiques sous le baptême « *Main Invisible* », par lequel la recherche de l'intérêt particulier permet de satisfaire au mieux l'intérêt général. Cette formule, utilisée à une seule reprise par Adam Smith, désigne une procédure selon laquelle la recherche de l'intérêt privé par les agents conduit ces derniers à des actions qui produisent, par leur agrégation, le bien-être collectif. Ce résultat n'est pas recherché par ces agents, et il ne serait sans doute pas atteint s'ils se le donnaient explicitement comme objectif : ils y sont menés comme par « une main invisible ». Nous avons visité la Bourse de Shanghai, un symbole de l'économie de marché.

²⁸ Ding Yifan du Centre de Recherche du Conseil d'Etat sur le Développement en Chine.

- établissement d'un système économique de marché socialiste (1992-2002)
- perfectionnement du système économique de marché socialiste (2002-2012)
- approfondissement de la réforme (depuis Octobre 2012).
- ***Initiation de réformes (1978-1984)***

En 1978, en commençant par les régions rurales, le gouvernement central a élaboré une série de politiques préférentielles. Un système de l'exploitation forfaitaire familiale liée à la production a été instauré. Et puis, le système d'achat et de vente unifiés, système mis en place sous le régime de l'économie planifiée a été aboli, ce qui précède a contribué à motiver énormément les agriculteurs dans la production et à promouvoir le développement rural.

En hiver 1978, 18 paysans du village Xiao gang, district Feng yang de la province de l'Anhui ont apposé leur empreinte digitale sur un certificat de responsabilité pour la prise en charge forfaitaire des terres au niveau du foyer paysan, ce qui doit être comparé à l'ouverture du prélude de la réforme en Chine³⁰.

La réussite de la réforme dans les régions rurales a réuni des conditions favorables et accumulé des expériences précieuses pour la réforme du système économique de tout le pays. A partir de 1980, la Chine a établi 4 zones économiques spéciales, à Shenzhen, à Zhuhai, à Shantou et à Xiamen. Ces zones ont permis à la Chine de rompre avec l'état de fermeture économique de nombreuses années.

- ***Exploration de la réforme globale (1984 - 1992)***

³⁰ Avant 1978, les paysans du village Xiao gang, célèbre pour sa pauvreté, devaient compter sur la revente de l'Etat pour la nourriture, sur l'aide pour les dépenses quotidiennes et sur le crédit pour la production. Chaque année, après la moisson d'automne, les paysans migraient pour mendier de la nourriture.

Une série de quatre (4) documents politiques ont été élaborées dans les régions rurales en vue d'encourager les agriculteurs à investir, à améliorer la fertilité du sol, et à réaliser une exploitation intensive, ce qui a contribué à consolider les premiers acquis de la réforme.

Il y a : i) Avis du comité central du PCC sur le travail dans les régions rurales en 1984. Ce document a confirmé, pour la première fois, que la durée de la prise en charge forfaitaire est de 15 ans ; ii) Dix politiques définies par le comité central du PCC et le Conseil des Affaires d'Etat en vue de stimuler l'économie rurale. Le document prévoit que le système d'achat et de vente unifiés par l'Etat serait retiré progressivement de la scène de l'histoire ; iii) Plan du travail du comité central du PCC et du Conseil des Affaires d'Etat en 1986 pour les régions rurales Le document prévoit de perfectionner le système d'exploitation agricole à double niveau combinant l'exploitation unifiée et l'exploitation individuelle ; iv) La Décision du comité central du PCC, pour renforcer l'agriculture et améliorer le travail dans les régions rurales, considère que le système d'exploitation agricole à double niveau doit être un système d'exploitation fondamental et stable à long terme.

S'agissant des régions urbaines, la Décision du comité central du PCC pour la réforme du système économique approuvée en octobre 1984 par la troisième session plénière du Comité central du PCC, est considérée comme le signe marquant que la réforme du système économique entrera dans une nouvelle période axée sur la réforme dans les régions urbaines.

Ainsi, la réforme qui a commencé dans les régions rurales se développe maintenant dans les régions urbaines, non seulement sur le plan économique, mais aussi dans les domaines politiques, scientifiques et

technologiques et de l'éducation nationale. Des percées d'importance majeure ont été réalisées dans certains domaines. Tout en élargissant l'autonomie des entreprises, la prise en charge forfaitaire a été appliquée. De plus, la réforme dans la structure des propriétés et l'ouverture à l'extérieur ont continué avec succès.

- *Etablissement d'un système économique de marché socialiste (1992-2002)*

Tenant compte de la réalité chinoise et du nouveau concept de l'époque, Deng Xiaoping a profondément résumé les expériences et les leçons de plus d'une décennie de réforme et d'ouverture, et a déclaré que l'économie de marché n'est pas équivalente au capitalisme. Il a ainsi créé une nouvelle vision de la réforme de l'économie de marché socialiste.

Le 14e Congrès national du Parti tenu en octobre 1992, a confirmé que la théorie de Deng Xiaoping sur la construction d'un socialisme à la chinoise devra jouer un rôle directeur partout dans le pays. Le congrès a décidé, en outre, que l'objectif de la réforme du système économique consiste à établir un système de l'économie de marché socialiste.

Avec l'avancement de la réforme, des activités économiques locales se développaient sans contrôle. Des cadres au sein du Parti et un certain nombre de personnes ont exprimé des doutes sur la politique de réforme et d'ouverture. Des discussions ont eu lieu sur la nature même de la réforme et de l'ouverture, socialiste ou capitaliste ?

Il s'avère qu'avec l'avancement de la réforme, des activités économiques locales se développaient sans contrôle. Des cadres au sein du Parti et un certain nombre de personnes ont exprimé des doutes sur la politique de réforme et d'ouverture. Des discussions ont eu lieu sur la nature même de la réforme et de l'ouverture, socialiste ou capitaliste ?

Dans ce contexte, en 1992, Deng Xiaoping, architecte général de la réforme et de l'ouverture de la Chine, a fait des visites à Wuchang, à Shenzhen et à Zhuhai. Il a publié une série de discours importants. Dans ces discours prononcés dans le Sud du pays, Deng Xiaoping a abordé les doutes des gens quant à l'issue de la réforme, il a réitéré l'importance et la nécessité d'approfondir la réforme et d'accélérer le développement.

Ainsi Les principaux points de la réforme dans les régions rurales: premièrement, renforcer la protection juridique de la politique, deuxièmement, les domaines couverts par la politique sont étendus aux domaines de la vie sociale rurale tels que l'éducation, les soins médicaux et la sécurité sociale³¹.

Concernant les villes, d'importantes réformes ont également été apportées. On peut citer, par exemple : conversion à l'actionnariat des entreprises d'Etat, réforme dans les domaines des finances publiques, du système financier, du système d'investissement, du logement, des soins médicaux, de la sécurité sociale et des organismes publics. Par conséquent, la Chine est devenue membre de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). "Sortir ", devient une stratégie nationale formellement proposée. En un mot, l'ouverture de la Chine au monde extérieur a été portée à un nouveau niveau.

³¹ Pour en savoir plus, notons que i) La prise en charge forfaitaire au niveau du foyer paysan est incluse pour la première fois dans la Constitution. Le système médical coopératif rural a été consolidé et développé ; ii) Les agriculteurs du pays signent leur contrat de la prise en charge forfaitaire au niveau du foyer paysan pour une deuxième tranche, valable pour une période de 30 ans ; iii) La «loi sur la gestion foncière » a été révisée et approuvée, ce qui est une garantie pour que la politique stipulant que «le contrat de la prise en charge forfaitaire, est valable pour une période de 30 ans » bénéficie d'une protection juridique ; iv) La «loi sur la prise en charge forfaitaire des terres au niveau du foyer paysan dans les régions rurales » a été approuvée, ce qui signifie que les politiques foncières sont en voie de légalisation.

Ainsi, le 10 novembre 2001, la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Doha a examiné et approuvé l'accession de la Chine à l'OMC. La Chine est officiellement devenue membre de l'OMC le 11 décembre 2001.

- ***Perfectionnement du système économique de marché socialiste (2002-2012)***

En 2002, le 16e Congrès national du parti a proposé de nouvelles exigences pour la planification globale du développement urbain et rural. Le congrès a fixé l'objectif global consistant à construire une société permettant de jouir d'une certaine aisance d'ici 2020. La dualité des politiques, urbaine et rurale, devra finalement disparaître.

Au milieu et à la fin des années 1990, par rapport au développement vigoureux de l'industrialisation et de l'économie urbaine, le développement social et économique rural est entré dans une période de goulot d'étranglement. Le développement s'est ralenti année après année. Ce ralentissement se traduit par des faits suivants: la charge trop lourde des paysans, élargissement de l'écart entre les zones urbaines et rurales, nombre insuffisant de nouvelles politiques rurales bien ciblées et efficaces.

- ***Approfondissement de la réforme (depuis Octobre 2012)***

La Chine a élaboré et publié le document intitulé "*Avis sur la réforme à titre d'expérience sur les charges et l'impôt en région rurale*". Cette réforme a permis de réduire la charge des agriculteurs de l'ordre de 60%⁽³²⁾.

³² ***Annulation de trois frais*** (Annulation des frais de coordination, d'une partie des frais d'affaires et de la collecte de fonds du gouvernement, annulation de la taxe

Depuis lors, la Chine continue à approfondir la réforme. Elle est plus ouverte et plus étroitement liée au monde sur le plan économique. La marchandisation est plus évidente. Ces résultats de la réforme sont manifestement traduits dans la vie sociale et économique du pays.

Au cours des cinq dernières années, le gouvernement chinois a respecté le concept d'innovation, de coordination, de développement vert, de l'ouverture et de développement partagé dans la gestion du pays³³. Ce concept est fermement enraciné dans le cœur du peuple chinois. D'importants progrès ont été aussi réalisés dans la construction écologique. De plus, avec la stratégie dite « *une route et une ceinture* », la Chine, un grand pays en développement commence à jouer son rôle sur la scène internationale.

3.1.1. La politique d'ouverture économique

L'ouverture du pays sur l'extérieur a été le *deuxième moteur du décollage accéléré*. Elle a consisté tout d'abord à *créer des zones économiques spéciales*³⁴ pour attirer des investissements étrangers grâce à: (i) Des mains-d'œuvre bon marché et de bonne qualité;

d'abattage, annulation de l'accumulation des journées de travail réglementées et des journées de travail obligatoires); ***Réajustement de deux impôts*** (Réajustement de la taxe agricole, Réajustement de la politique de la taxe sur les produits agricoles spéciaux) et ***Réforme sur un point*** (Réforme de la modalité et de l'utilisation des redevances du village).

³³ Nous avons pris part à l'Exposition tenue à Beijing le 25 septembre 2017. Elle montre les grandes réalisations du peuple chinois après le 18e congrès du Parti. L'exposition comprend dix expositions thématiques, à savoir, *la construction économique, la construction culturelle et la construction de la civilisation écologique etc. Elle abrite aussi un lieu d'expérience sur la science et la technologie de pointe*, mettant l'accent sur les avancées scientifiques et technologiques dans le domaine de l'Internet en Chine.

³⁴ Shenzhen, un village de pêcheurs limitrophe de Hong-Kong, devenu Zone Economique Spéciale en 1980, est aujourd'hui une ville moderne de plus de 10 millions d'habitants.

(ii) Des avantages fiscaux consentis aux investisseurs étrangers; (iii) La mise en place des infrastructures nécessaires.

L'introduction des investissements étrangers a non seulement remédié à l'insuffisance de capitaux nécessaires au développement économique du pays, mais également amené avec eux des technologies et des expériences de gestion avancées, tout en procurant du travail et une certaine formation pratique à un grand nombre de Chinois.

L'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001 a été un important jalon marquant l'ouverture du pays sur l'extérieur et son décollage accéléré. Depuis lors, en 14 ans, le volume du commerce extérieur de la Chine s'est multiplié par 8. Les Chinois ont réussi, pour un plus rapide développement du pays et à travers des échanges mutuellement avantageux, à mettre à profit à la fois le marché et les ressources intérieurs en même temps que les marchés et les ressources extérieurs.

3.1.2. La stabilité politique et sociale du pays

Le maintien de la stabilité politique et sociale du pays a été *le troisième et dernier facteur déterminant pour le décollage de la Chine.*

Mais, malgré les succès remarquables qu'elle a enregistrés, la Chine reste toujours un pays en voie de développement, en raison de : (i) En 2015, le PIB chinois ne représentait que 58% de celui des Etats-Unis, alors que les Chinois sont 4 fois plus nombreux que les Américains. Le PIB chinois par habitant n'était qu'environ un septième de celui des Etats-Unis et un cinquième de celui de l'Union Européenne.

(ii) A en juger par le PIB par habitant et par an, la Chine ne s'est classée, en 2015, qu'à la 74ème place dans le monde selon

l'FMI ; et, (iii) la Chine compte toujours environ 50 millions (soit $\pm 3\%$ en 2017) de citoyens qui vivent sous le seuil de la pauvreté, avec pour chacun tout juste un peu plus d'un dollar par jour.

Face à cette situation, et pour poursuivre le processus de la modernisation du pays, le Parti communiste chinois a tenu, en novembre 2012, son 18ème congrès qui a renouvelé l'équipe dirigeante du Parti³⁵. Ce congrès a également fixé pour la Chine un nouvel objectif consistant à doubler en 10 ans, de 2010 à 2020, le PIB du pays et le revenu moyen de tous les Chinois.

Quand la Chine aura réalisé cet objectif, son économie sera à peu près de la même taille que celle des Etats-Unis. Même si les Américains resteront toujours individuellement 4 fois plus riches que les Chinois, la Chine sera dans son ensemble plus forte et donc mieux en mesure de jouer un plus grand rôle dans le monde.

C'est un objectif réalisable. Car, l'espace et la marge de développement sont toujours larges en Chine. Cependant, après plus de 30 ans d'affilé de croissance rapide, l'économie chinoise fait également face à toute une série de problèmes conjoncturels et structurels qu'il faut régler:

- la croissance économique s'est ralentie. Parce qu'elle s'appuyait avant tout sur les investissements et le commerce extérieur, que la consommation intérieure restait insuffisante, que la demande extérieure s'est affaiblie et qu'il y avait déjà une certaine surcapacité de production dans certains secteurs industriels ;

³⁵ Respectivement Xi Jinping, nouveau Secrétaire général du Parti communiste chinois et Président de la République et Li Keqiang, nouveau Premier Ministre.

- la qualité de la croissance économique laisse à désirer. L'industrie n'est pas suffisamment innovante. La Chine a énormément produit et exporté sans que cela lui ait beaucoup rapporté. Son environnement est déjà gravement pollué ;
- le développement économique est déséquilibré entre les régions. L'Ouest, le Centre et le Nord-Est du pays sont moins développés. La disparité sociale s'est accrue ces dernières décennies de façon inquiétante ;
- la corruption chez des responsables du pouvoir à différents échelons a rongé le lien entre le pouvoir et le peuple, porté ombrage à l'image et à la crédibilité du Parti communiste et du gouvernement.

Pour résoudre tous ces problèmes, le Parti Communiste et le Gouvernement chinois ont déclenché un combat sans merci contre la corruption et lancé le mot d'ordre de restructurer l'économie chinoise et de changer le mode de sa croissance par les voies et moyens suivants:

- accroître la demande intérieure et surtout la consommation des ménages, pour que le développement du pays profite davantage à l'amélioration de la vie du peuple, en augmentant le revenu des citoyens, en créant autant d'emplois que possible et en mettant en place un système de protection sociale pour tous les citoyens.
- compter désormais avant tout sur les innovations scientifico-technologiques pour tirer la croissance, pour en améliorer la qualité, pour faire monter en gamme les produits, pour réduire la consommation de l'énergie et des matières premières et pour mieux protéger l'environnement.

- continuer de restructurer l'économie, en modernisant davantage l'agriculture, en optimisant sans cesse les industries traditionnelles, et en développant davantage les nouvelles industries, notamment l'industrie informatique et les services modernes, par exemple, le commerce électronique, comme l'indique l'évolution des trois secteurs économiques du pays de 2001 à 2011 dans le tableau ci-dessous.

Tableau I : Évolution des trois secteurs économiques de Chine (en %)

Secteur	2001	2011
Primaire	14,4	10,1
Secondaire	40,5	43,1
Tertiaire	45,1	46,8
Total	100,00	100,00

Source : Par nous, partant des données de Séminaire 2016/2018.

- réduire progressivement le déséquilibre de développement entre les régions et la disparité sociale, de manière que toutes les régions et les membres de toutes les couches sociales puissent bénéficier plus équitablement des fruits du développement du pays.
- approfondir sans discontinuer la réforme. La tâche la plus importante est de mieux partager les rôles respectifs du gouvernement et du marché, en réduisant les interventions directes du gouvernement dans les activités économiques et en faisant jouer au marché son rôle décisif dans l'allocation des ressources.
- continuer de lutter sans relâche contre la corruption, en promulguant toute une série de nouvelles règles disciplinaires pour les fonctionnaires, en contrôlant plus rigoureusement les dépenses publiques, en faisant fonctionner le pouvoir dans plus de transparence et en

renforçant le lien entre le Parti et le gouvernement d'un côté et le peuple de l'autre³⁶.

En perspective, quand la Chine aura réalisé l'objectif fixé pour 2020, le pays deviendra moyennement riche. Le Parti communiste chinois, fondé en 1921, aura alors 100 ans. Et quand la R.P. de Chine aura 100 ans, en 2049, la Chine réalisera pour l'essentiel sa modernisation. Voilà les deux objectifs grandioses à atteindre à l'occasion des deux centenaires qui feront date dans l'histoire de la Chine.

Ainsi, pour réaliser le rêve chinois, celui de rendre le pays plus puissant, le peuple plus heureux et de redonner sa grandeur à la nation, les tâches et les réformes à accomplir sont encore nombreuses et difficiles. Mais comme l'a dit le feu Président Mao : « *Le chemin est sinueux, l'avenir est radieux* ».

3.2. Quelques spécificités des plus importantes de la Chine

Aux fins de cette présentation, quatre traits caractéristiques méritent d'être soulignés. En ordre d'importance, la plus grande spécificité de la Chine, c'est qu'elle est le pays le plus peuplé du monde. Sa population s'élève à plus de 1,38 milliards d'habitants, représentant approximativement un cinquième de l'humanité. Grâce à la politique du planning familial, dite d'une seule maternité par couple, la Chine a, en 35 ans, mis au monde 400 millions de Chinois de moins. Mais la Chine commence à faire face au phénomène de vieillissement de la population. En 2015, 16,1%, soit 222 millions, de Chinois ont plus de 60 ans, alors que 10,5%, soit 143,86 millions, de Chinois ont plus de 65 ans.

³⁶ Cette lutte sans merci contre la corruption est vraie, car Zhou Yongkang, l'ex-membre permanent du Bureau politique du Parti Communiste Chinois, coupable de corruption, condamné à la perpétuité.

Compte tenu de cela, la Chine a assoupli, de façon progressive, la politique du planning familial. Depuis 2016, toutes les couples ont le droit d'avoir une 2ème maternité. Mais la politique du planning familial n'est pas abandonnée pour autant.

En second lieu, la Chine est multi-ethnique. Elle compte 56 ethnies. Mais les 55 ethnies minoritaires réunies ne représentent que moins de 10% de sa population. Tous les autres Chinois sont d'une même ethnie, les Hans. La Chine protège les minorités ethniques³⁷.

Troisièmement, la liberté de croyance religieuse est garantie et les lieux de culte sont protégés en Chine. Dans ce contexte, nous avons vu des lamas tibétains et un temple bouddhiste tibétain ; des prêtres chinois et une église catholique ; une mosquée et des musulmans s'appêtant à prier, etc.

Et, enfin, la Chine, le troisième plus grand pays du monde pour sa superficie, est très pauvre en ressources naturelles. En premier lieu, la terre cultivable est insuffisante. Il y a, par exemple, le haut plateau Tibet-Qinghai, de plus de 4000 mètres d'altitude en moyenne. Alors que s'étendent de hauts plateaux, des déserts et du sol désertique. Les deux tiers du pays sont couverts de montagnes, hauts plateaux, déserts et de sol désertique. On y trouve de vastes déserts au Nord-Ouest et au Nord du pays. Des matières premières élémentaires pour les industries, comme le pétrole, le gaz naturel, le minerai de fer et le minerai de cuivre sont également gravement insuffisantes en Chine.

Statistiquement parlant, chaque Chinois ne possède que 40% de la quantité de terre cultivée de la moyenne mondiale. La Chine doit nourrir, avec moins de 9% de la terre cultivée du monde, un cinquième de l'humanité.

³⁷ On peut noter à titre indicatif : ethnie tibétaine, ethnie ouïgoure, Mongols, etc.

Chaque Chinois ne dispose que d'un quart de la quantité d'eau douce de la moyenne mondiale. Pour y remédier, trois canaux géants, qui doivent parcourir plus de 1000 KM et passer sous de grands fleuves, sont construits pour amener de l'eau du Sud au Nord.

3.3. La Chine : De l'Etat puissant à un des Pays les pauvres du monde

Comment la Chine, longtemps le pays le plus puissant de la planète, a-t-elle été réduite, à l'époque contemporaine, en l'un des pays les plus pauvres du monde? Malgré tout ce qui précède, la Chine, qui a une histoire écrite de 5000 ans, a été longtemps le pays le plus puissant du monde.

Mais, cette situation a complètement changé à l'époque contemporaine, pour les trois raisons suivantes: (i) à l'intérieur du pays, la classe dominante fermait délibérément les yeux devant les importants changements intervenus dans le monde, croyant que la Chine resterait éternellement le pays le plus puissant de la planète. Et le pays, qui continuait de vivre en vase close, reculait quand les autres ont avancé ; (ii) à partir de 1840, des puissances occidentales sont venues envahir le pays. Après chaque guerre perdue³⁸, la Chine devait payer une énorme indemnité de guerre et même céder parfois du territoire aux puissances étrangères.

Après le renversement de la dynastie féodale en 1911, des puissances étrangères ont partagé la Chine par l'intermédiaire des seigneurs de guerre chinois qui se battaient sans cesse entre eux pour l'argent et le pouvoir. Et, en 1931, le Japon a recommencé son agression contre la Chine, l'agression qu'il a élargie à

toute la Chine en 1937 et qui a fait 35 millions de morts et de blessés chinois.

Par ailleurs, l'espérance de vie des Chinois ne restait que 35 ans en 1949, l'année où est proclamée la République Populaire de Chine, en raison des guerres, des famines et des maladies. La Chine était considérée comme un « *Malade de l'Orient de l'Est* ».

3.4. La Chine : De la crise à la prospérité économique mondiale.

Ce point tente de comprendre comment la Chine s'est redressée progressivement après la proclamation de la République Populaire de Chine en 1949.

Aujourd'hui, la Chine est incontestablement la deuxième économie, la première puissance manufacturielle et la première puissance commerciale du monde. Elle dispose de la plus importante réserve en devises de la planète. L'espérance de vie des Chinois a passé, en l'espace de 67 ans, de 35 à 76 ans.

La Chine dispose du plus grand réseau du monde de train à grande vitesse Et du plus grand réseau d'autoroute de la planète. En fait, Le décollage du pays s'est fait en deux étapes. La première s'est étendue de 1949, l'année où est proclamée la République Populaire de Chine, à 1978, l'année où la Chine a entamé la réforme et l'ouverture du pays sur l'extérieur. La seconde étape, de 1978 jusqu'à ce jour.

En effet, on peut, sans entrer dans le détail, noter que la fondation de la République Populaire de Chine (RPC) en 1949 a ouvert une ère nouvelle pour la Chine et marqué le début du décollage du pays.

3.5. La thérapie de choc ou les causes majeures du « miracle Chinois ».

³⁸ La première Guerre de l'Opium a éclaté en 1840, où beaucoup de Chinois se sont rapidement ruinés en fumant de l'opium. Et, puis, le luxueux Palais impérial Yuanmingyuan, situé à la proche banlieue Nord-Ouest de Beijing a été pillé et incendié par un corps expéditionnaire anglo-français en 1860.

D'après nos investigations, une recette à trois ingrédients est à la base du miracle chinois, à savoir, la réforme à l'intérieur du pays, l'ouverture à l'extérieur du pays ainsi que la stabilité politique et sociale du pays, comme développé précédemment.

La Chine nouvelle a d'abord fait table rase du système de l'exploitation de l'homme par l'homme et mis en place un pouvoir par le peuple et pour le peuple. A travers la réforme agraire à la campagne et la collectivisation dans les villes, le nouveau pouvoir a procuré aux travailleurs démunis de la terre et d'autres moyens de production, et par là, le droit d'exister et de s'épanouir dans l'égalité, mettant ainsi fin aux inégalités sociales qui existaient depuis longtemps, et mobilisant ainsi l'ardeur au travail de l'écrasante majorité de Chinois qui travaillent désormais pour leur propre bien-être.

Dans le même temps, la Chine nouvelle a réalisé la véritable unité nationale sur le continent, reconquis son indépendance, récupéré sa souveraineté et chassé les impérialistes hors du pays. Les Chinois sont devenus de véritables maîtres de leur pays.

La Chine nouvelle a déployé de gros efforts pour simplifier l'écriture chinoise, développer en grand l'éducation et les services sanitaires, afin d'améliorer la santé et la qualification de son peuple et de créer ainsi des conditions lui permettant d'apprendre et de maîtriser ensuite les différentes compétences nécessaires au développement du pays.

Le nouveau pouvoir a bien encadré les paysans pour qu'ils développent en grand l'agriculture, en construisant et consolidant sans cesse le système d'irrigation tout en améliorant les semences, réalisant ainsi, pour l'essentiel et pour la première fois dans l'histoire, l'autosuffisance alimentaire en Chine.

Les Chinois ont accumulé le capital primitif, nécessaire au développement du pays, en se serrant la ceinture et en s'imposant beaucoup de privations. Et la Chine a progressivement élevé son niveau technologique en développant les sciences et les techniques en toute autonomie et contre un blocus occidental draconien.

Tout en réalisant l'autosuffisance alimentaire, la Chine a, petit-à-petit, mis en place un système d'industries indépendant et relativement complet. Elle s'est dotée, en 1964, de l'arme nucléaire et a lancé, en 1970, son premier satellite dans l'espace, acquérant ainsi un statut international tout nouveau.

Tous ces succès, la Chine les doit, avant tout, au *système politique installé depuis 1949*. Le nouveau pouvoir n'est ni à la remorque de l'Occident, ni à la merci du grand capital. Il ne cherche pas ses propres intérêts, mais ceux du grand public et du pays. Méthodiquement, il a bien encadré le pays, galvanisé l'ardeur du peuple au travail et conduit la Chine sur une voie de développement adaptée aux conditions spécifiques chinoises³⁹.

Le décollage du pays s'est accéléré pendant la 2ème étape du redressement national. A partir de 1979, pendant plus de 30 ans, l'économie chinoise s'est accrue en moyenne de plus de 9% par an. Plus de 700 millions de Chinois ont fait leur adieu à la pauvreté absolue. Jusqu'en 1990, le PIB chinois n'était encore qu'un huitième de celui du Japon. Mais en 2016, le PIB chinois est déjà 2,5 fois celui du Japon et approximativement l'équivalent des

³⁹ Même si le président Mao a commis, au soir de sa vie, certaines erreurs, il reste toujours vivant dans la mémoire des Chinois et sera à jamais aimé et vénéré comme le fondateur de la République Populaire, le libérateur des opprimés, le plus farouche défenseur de la justice sociale et le plus grand héros national jamais connu auparavant dans l'histoire du pays.

PIB du Japon, de l'Allemagne, et de la Grande-Bretagne réunis.

Si la Chine a pu accélérer son redressement, *la raison fondamentale*, c'est que sous l'impulsion de M. Deng Xiaoping, le Parti communiste chinois a, fin 1978, décidé de: (i) *Centrer désormais tout le travail du Parti et du pays sur l'édification économique et* (ii) *Entamer la réforme et l'ouverture du pays sur l'extérieur.*

Retombée de la réforme et de l'ouverture de la Chine

Sans entrer dans les moindres détails, il sied d'indiquer que, depuis la réforme et l'ouverture, la Chine a accompli des réalisations remarquables dans beaucoup de domaines, par exemple, la force nationale globale est renforcée et le bien-être de la population amélioré, ce qui a attiré l'attention générale de la communauté internationale.

Pour s'en rendre compte, avant la réforme, En 1978, Deng Xiaoping a fait une visite au Japon. Il a visité des sociétés telles que Nippon Steel, Matsushita et Nissan Motors. Il a pris un TGV (Shinkansen) de Tokyo à Kyoto. Ce voyage lui a permis de voir de ses propres yeux le développement rapide du Japon. Il a réalisé l'importance d'accélérer le développement pour la Chine, et il est fermement convaincu de l'importance pour la Chine de s'ouvrir au monde extérieur. Car, en 1979, le PIB par habitant de la Chine n'était que de 210 dollars, soit un tiers du niveau moyen des pays d'Afrique subsaharienne à cette époque.

A la base de cette situation, le système de la collectivisation de la production agricole d'une part, l'achat et la vente unifiés de produits agricoles par l'État d'autre part, représentaient des obstacles pour la liberté de production et l'amélioration des revenus des agriculteurs. Les paysans n'étaient pas motivés

pour la production. Ainsi, d'après le critère officiel de la pauvreté du pays, le nombre total de personnes pauvres en Chine en 1978 était de 250 millions, ce qui représentait 30,7% de la population. De 1952 à 1978, en 26 ans, le taux moyen de croissance annuelle de la production alimentaire n'était que de 2,41%. En 1978, le coefficient national Gini était d'environ 0,21 dans les zones rurales et de 0,16 dans les zones urbaines.

Mais, en 32 ans seulement (1978-2016), la Chine est devenue la deuxième puissance économique du monde, avec un taux de croissance économique de près de 10% par an. En 2016, le PIB par habitant a atteint 8 123 dollars américains. Le pays devient un des pays à revenu moyen-supérieur. Par ailleurs, La population pauvre est passée de 250 millions en 1978 à 30,46 millions en 2017 (de 30,7% à 3,1%). Le PIB a atteint 80 000 milliards de yuans et la production de produits alimentaires a atteint 600 millions de tonnes.

Les lignes qui précèdent ont montré à suffisance que les programmes de la réforme et de l'ouverture de la Chine, qui ont commencé en 1978 et représentent une grande révolution, ont suscité l'enthousiasme des centaines de millions de personnes. Elles ont permis, d'abord de construire une économie de marché socialiste dynamique, et puis de développer rapidement la productivité, mais aussi de renforcer considérablement la force nationale et, surtout, d'élever manifestement le niveau de vie du peuple chinois.

3.6. Le processus de développement après la réforme et l'ouverture de 1978 à 2018

En 1978, la troisième session plénière du 11ème comité central du PCC a ouvert une nouvelle ère de réforme et d'ouverture. Depuis cette année-là, la réforme et

l'ouverture sont devenus les grands thèmes de toutes les activités en Chine.

- *Initiation de réformes et tests pilotes.*

Le fait que la réforme en Chine a commencé par une réforme à la campagne, a permis de réunir les conditions favorables et de fournir des expériences pour la réforme économique globale.

- *Exploration de la réforme globale*

La réforme est lancée dans les zones rurales, dans les zones urbaines, dans les domaines économiques, politiques, des sciences et technologies, de l'éducation et d'autres secteurs de la vie sociale.

- *Etablissement d'un système économique de marché socialiste*

Respectant les théories de Deng Xiaoping, l'objectif de la restructuration économique de la Chine consiste à établir un système d'économie de marché socialiste.

- *Perfectionnement du système économique de marché socialiste*

Depuis le 18e Congrès national du Parti l'objectif consiste à approfondir globalement les réformes. L'économie chinoise est plus étroitement liée à l'économie mondiale.

- *Approfondissement de la réforme*

La Chine s'est proposée pour la première fois un développement urbain et rural intégré. Elle se fixe, pour l'objectif, la construction d'une société jouissant d'un début de prospérité d'ici 2020.

IV. ASPECTS DE LA STRATEGIE CHINOISE DE REDUCTION DE LA PAUVRETE.

Vu l'importance des dépenses publiques dans l'amélioration des conditions de

vie des populations urbaines et rurales en Chine, l'appréciation des facteurs de l'accessibilité des ménages aux biens et services publics requiert une analyse approfondie. Et, la préoccupation principale de ce point est donc de savoir les déterminants de l'accès des foyers chinois aux biens et services publics tels que l'éducation, la santé, l'eau potable et l'électricité.

D'après nos investigations, et en examinant soigneusement les politiques tout comme les pratiques chinoises les plus usitées, nous avons retenu que les stratégies (chinoises) de réduction de la pauvreté couvrent les cinq (05) aspects suivants :

- Renforcement de l'édification institutionnelle, amélioration des systèmes stratégiques de développement rural et de réduction de la pauvreté et leurs modes d'application, accroissement sans cesse la rentabilité du développement rural.
- Promotion de la production agricole, développement des secteurs non agricoles, optimisation de la structure économique en milieu rural, diversification des ressources des paysans, accroissement des revenus des paysans.
- Perfectionnement des systèmes des services publics, accentuation de la construction des infrastructures, amélioration des conditions de vie de la population, développement de l'éducation, la santé et des sciences et technologies, élévation du niveau des ressources humaines, relèvement du niveau de développement des régions rurales.
- Perfectionnement des systèmes de protection sociale, amélioration de la capacité des habitants ruraux à résister aux risques économiques, sociaux et naturels, leur assurer des moyens d'existence de base.

- Mise en place des politiques interventionnistes spéciales à l'égard des régions et groupes pauvres particuliers, promotion tous azimuts du processus de réduction de la pauvreté.

De par-dessus toutes ces stratégies, l'intervention politique spéciale dans le domaine de la réduction de la pauvreté constitue tant un maillon d'importance capitale qu'une mesure majeure dans les pays en développement. Le programme de réduction de la pauvreté par des projets de développement local, démarré à grande échelle dans le monde rural de manière coordonnée et planifiée, se montre comme une stratégie importante à côté des autres telles que le développement économique, la promotion de l'emploi, le perfectionnement des systèmes de protection sociale et la mise en place de l'aide et de l'assistance sociales, jouant ainsi un rôle significatif dans la réduction de la pauvreté en milieu rural et contribuant considérablement à l'élimination de la pauvreté et à la promotion d'une croissance durable et équitable dans les régions pauvres en Chine.

Ainsi, la réduction de la pauvreté et le développement dans le monde rural chinois, étant tout un système stratégique global qui implique des mesures diversifiées, des bénéficiaires ciblés, une organisation complète, des fonds garantis et des responsabilités définies, revêt une signification fondamentale : se centrer sur l'édification économique, orienter les populations des régions pauvres sous l'aide et le soutien de l'État, se tourner sur le marché, réajuster la structure économique, exploiter les ressources locales, développer les produits commerciaux et améliorer les conditions de production, accroître les auto-accumulations et les capacités d'auto-développement par le biais de l'amélioration des forces productives; l'expérience démontre que cela est une voie d'accès fondamentale au règlement de la question de la nourriture et de l'habillement et à la sortie de la pauvreté et à la réalisation de la

prospérité. Avec des efforts opiniâtres, la population pauvre rurale en Chine est passée de 7700 millions d'habitants en 1978 à 43.35 millions d'habitants en 2016, et le taux de pauvreté de 97.5% en 1978 à 4.5% en 2016. Cela a joué un rôle exceptionnel dans la croissance économique, la stabilité politique, la solidarité ethnique, la stabilité des régions frontalières et l'harmonie sociale, et a contribué à la cause internationale de la réduction de la pauvreté.

Mais, quant à la RDC, point n'est besoin de remonter dans les moindres détails son histoire économique d'après l'indépendance en 1960, pour montrer suffisamment que, malgré que l'économie congolaise ait renoué au cours des quinze dernières années avec des taux de croissance positifs de l'ordre en moyenne de 7%, largement au-dessus de la moyenne subsaharienne de 5%, l'immense majorité des congolais tant en milieu rural qu'urbain connaissent de réelles difficultés à accéder qualitativement et quantitativement aussi bien aux biens privés (aliments, vêtements, etc.) qu'aux services publics de base (eau, électricité, santé et éducation, etc.), conséquence de la pauvreté qui atteint beaucoup de ménages, comme en témoignent l'aggravation de la malnutrition et d'autres indicateurs de la détérioration de la qualité de la vie, dont parlent notamment Kalonji Ntalaja⁴⁰ et Mukoko⁴¹. Ce

⁴⁰ Kalonji Ntalaja, Trois « lectures » de la performance de l'économie congolaise en 2002, *Notes de Conjoncture*, Nouvelle série, Volume 1, Octobre 2003, pp. 43-61. Les instruments d'analyse qu'utilise cet article célèbre demeurent d'actualité pour lire la performance économique en RDC.

⁴¹ Mukoko Samba, (2003), « Politiques économiques en RDC : les leçons des trois dernières décennies », *Notes de Conjoncture*, Nouvelle série, Vol. 1, n° 1, pp. 27-41. Cette analyse demeure d'actualité, malgré l'usure du temps. En effet, elle a l'avantage de retracer les grandes étapes de l'économie congolaise et les défis à relever pour une croissance soutenue. Ce qui cadre bien évidemment avec les matières sous examen. Aussi, dans sa publication de 2005, « Stabilisation macro-économique et lutte contre la pauvreté en RDC », l'auteur poursuit cette même réflexion en évaluant les possibilités de réduction de la pauvreté dans un contexte de stabilisation macro-

processus de paupérisation est devenu même un facteur favorable aux maladies hémorragiques à virus Ebola⁴², selon les Nations Unies (2015). Et pourtant, la base naturelle de la RDC reste impressionnante.

Dans son livre intitulé: « L'industrie minière congolaise, Chiffres et Défis », publié chez Harmattan en 2012, Léonide Mupepele, en ce qui concerne les ressources minérales renseigne que la RDC détient le premier rang mondial pour le diamant industriel (80%), la 3^e réserve mondiale de Fer, le 3^e rang mondial pour le Pyrochlore et 4^e rang mondial pour le Cuivre, le 5^e rang pour le Coltan et le 8^e rang pour la cassitérite ». Cet état de choses relève d'un paradoxe quand on rapproche ce scandale géologique à la misère de la population congolaise.

économique dominé par les préoccupations de la dette extérieure, avec comme objectif de démontrer l'existence des combinaisons croissance-inflation susceptibles de laisser suffisamment de marge de manœuvre à la politique budgétaire pour les fins de la réduction de la pauvreté.

⁴² Déclarée en août 2018, cette épidémie a déjà franchi la barre de 2000 cas pour 1.381 décès, selon les chiffres officiels du Ministère congolais de la Santé, en date du 07 Juin 2019. Rappelons en passant que l'épidémie de maladie à virus Ebola a été déclarée neuf fois en RDC, avant l'actuelle épidémie qui sévit à Béni, selon la Caritas Congo Asbl en 2018. La première fois en 1976, où elle a sévit à Yambuku, dans ce qui fut alors la province de l'Equateur (actuellement province de la Mongala), causant 280 morts pour 318 cas. En 1977, où la maladie s'est manifestée à Tandara (Equateur), elle a fait un seul mort pour un cas. en 1995, à Kikwit avec 315 cas enregistrés, dont 250 décès. En 2007, à Mweka avec 264 cas, dont 187 décès. Mweka fut de nouveau touché en 2008 et on a compté 15 décès pour 32 cas. En 2012, Isiro fut le théâtre des opérations avec décès pour 36 cas. A Djera (Tshuapa) en 2014, Ebola a causé 49 décès sur 66 cas. Trois ans après, Likati, dans le Bas-Uélé, connut 4 décès des suites d'Ebola sur 5 cas et ce fut la huitième fois que cette maladie avait de nouveau endeuillé le pays. En 2018, dans la province de l'Equateur, précisément à Mbandaka, Wangata, Bikoro et Iboko les cas ont été de l'ordre de 54 dont 33 décès. A Béni, les premiers cas signalés ont été au nombre de 25 et cela a depuis augmenté. Pour en savoir plus, lire notamment La Tempête des Tropiques N°5926 du 09/08/2018, p.8, sous le titre : « Caritas Congo participe activement à la riposte contre la maladie à virus Ebola dans la ville de Béni ».

Et la persistance de ce contraste est d'autant plus inexplicable quand il est établi que les nombreux gisements de minerais à haute teneur et leur faible coût d'exploitation attirent les entreprises minières du monde entier vers la RDC. en outre, le coût d'exploitation du secteur minier en RDC à l'avantage d'être plus faible que dans les autres pays nantis en minerais comme l'Afrique du Sud.

Cette réalité de scandale géologique est mise en évidence par les statistiques ci-après :

Tableau II : Evolution de la production du Cuivre et du Cobalt en RDC

	unité	2001	2007	2010	2013	2015
Cuivre	Tonnes	37.845	185.147	497.537	922.016	1.039.007
Cobalt	tonnes	11.637	41.333	97.693	76.593	83.529

Source : BCC, *Rapport Annuel 2015*

La lecture de ce tableau montre suffisamment que la croissance du secteur extractif n'a cependant pas généré des recettes importantes pour le développement, ni une forte augmentation des réserves de devises étrangères. Par conséquent, il est anormal qu'un pays dont les exportations de pétrole et de minerais se sont élevées à 48,5 milliards de dollars pendant le super-cycle de la production minière industrielle (2010-2014) paye 9,9 milliards pour rémunérer les investisseurs, reçoivent 6,9 milliards de recettes et se retrouve dans une situation de quasi crise avec une baisse des réserves et des recettes insuffisantes.

Cela démontre que le choix de recourir à des industries multinationales exerçant dans le secteur formel n'a pas produit les retombées escomptées pour l'Etat Congolais.

Cela tient aux limites du Code minier, l'incapacité de l'Administration de faire appliquer les dispositions du Code et à recouvrer des recettes auprès des différents

producteurs et aux faiblesses institutionnelles qui laissent le secteur et sa rente être captés par des intérêts privés.

Dans ce contexte, l'expérience chinoise dans la réduction de la pauvreté est un cas d'école pour l'émergence d'une croissance pro-pauvres en RDC.

Dans ce cadre, nous tenterons d'étayer dans le point suivant les éléments des aspects pratiques de la stratégie chinoise dans la réduction de la pauvreté des foyers défavorisés.

Le processus de l'aide des pauvres en Chine

Entre 1986 et 1993, au moyen de l'aide des pauvres de manière scrutatrice et exploratoire, la population rurale des pauvres qui n'avait pas assez de la nourriture et des vêtements était réduite. Mais, au cours de la période du Plan de l'aide des pauvres et de la résistance solide à la pauvreté « huit sept » (1994 - 2000), il était résolu de régler le problème sur la nourriture et les vêtements de 80 millions de la population rurale des pauvres restante dans un délai de 7 ans ; et, durant la période du programme de l'aide des pauvres en Chine (2001 - 2010), on réglait de manière stable la question de la nourriture et des vêtements. Par la suite, durant la période du programme de l'aide des pauvres en Chine (2011 - 2020), on a réalisé de manière stable le dégage ment de la pauvreté de la population pauvre en fonction des normes existantes, et promu le développement de la zone de pauvreté. Aussi, après l'année 2013, on a migré vers les stratégies de l'aide précise des pauvres, du dégage ment exact de la pauvreté, etc.

Cela signifie que, depuis plus de 30 ans, le Gouvernement chinois, selon les caractéristiques de la pauvreté et du changement de la capacité nationale de l'aide des pauvres, règle les stratégies et le système des politiques de réduction de la pauvreté en Chine. Par conséquent, on peut retenir que, depuis 1978, le

nombre de la population pauvre en Chine et le taux de pauvreté diminuent considérablement et le développement humain fait de remarquables progrès, comme l'indiquent les tableaux ci-dessous.

Tableau III : Progrès acquis par la Chine en matière du développement humain

Indice	Période	Résultats Obtenus
L'espérance de vie dès la naissance (ans)	1970–75	63,2
	2014	75,8
Le taux de mortalité infantile (1/1000)	1970	85,0
	2015	9,2
Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (1/1000)	1970	120,0
	2015	10,70
Le taux de mortalité maternelle (1/1000)	1990–2005	51,0
	2015	27,0
Le taux d'analphabétisme chez les adultes (%)	1985–94	77,9
	2015	96,4
La proportion du nombre de personnes obtenant les sources d'eau potable améliorée (%)	1990	67,0
	2015	96,0

Source : par nous, partant de l'exposé de Directeur Wu Guobao (2018).

Tableau IV : Contribution de la Chine à la réduction de la pauvreté mondiale depuis 1990

Indice	Le monde entier	La Chine	Contribution de la Chine
Nombre de la population réduite de pauvreté durant 1990-2013 (par personne par jour 1,9 dollars, en 2011 PPA) (en million)	1084	731	67,41%
Indice de développement humain durant 1990-2014	0,14	0,23	18,30%
Proportion de la population utilisant de l'eau potable améliorée durant 1990-2014 ans (%)	13,5	37,0	45,60%

Source : par nous, partant de l'exposé de
Directeur Wu Guobao (2018).

4.3. Les pratiques principales de la réduction de la pauvreté en Chine.

Pour réduire la pauvreté des familles en Chine, plusieurs pratiques sont mises en contribution, dont les plus importantes, sont les suivantes :

4.3.1. Par l'intermédiaire d'une croissance économique durable et d'une augmentation du rapprochement de la pauvreté (pro - poor), de créer des possibilités de la réduction de la pauvreté. En effet, la croissance économique durable de la Chine affecte la réduction de la pauvreté, principalement à travers : i) une création de possibilités d'emploi ; ii) une augmentation de la demande de produits agricoles et de services ; iii) un renforcement de la capacité du gouvernement dans la réduction de la pauvreté.

Tableau V : La croissance économique et l'atténuation de la pauvreté en Chine

Source : par nous, partant de l'exposé de
Directeur Wu Guobao (2018).

Il en ressort de ce tableau que l'augmentation du rapprochement de la pauvreté accroît la distribution des possibilités et des résultats, au profit de la réduction de la pauvreté. Ainsi, le taux de croissance moyen réel par an de la valeur ajoutée de l'agriculture de la Chine durant 1978-2016 atteignant 4,3%. Ensuite, le développement de l'économie à forte densité de main-d'œuvre, par l'intermédiaire d'une industrialisation rapide et d'une promotion de la croissance d'emploi (De l'année 1978 à l'année 2016, la population de l'emploi non agricole ayant augmenté de 4,49 millions, soit 3,8 fois. La main-d'œuvre mobile des zones rurales, durant 1980-2016 ayant augmenté de 167 millions. La vitesse de croissance des

salaires des agriculteurs de la Chine étant 1,34 fois plus que celle des revenus des agriculteurs durant 1983-2012 . Ainsi, de l'année 2002 à l'année 2012, la proportion de salaires de 20% des agriculteurs dans la classe inférieure de la Chine était de 26% à 43%, et le taux de croissance a presque atteint le niveau moyen national). La construction d'infrastructures continue de haute résistance conduisant à, non seulement l'amélioration des conditions de vie et de production, mais aussi l'amélioration de la productivité sociale et surtout une création de possibilités d'emploi.

En outre, le développement de petites entreprises et micro-entreprises (durant 1992-2015 les petites entreprises et micro-entreprises en Chine ont créé 2,54 possibilités d'emploi). Enfin, la réduction des différences régionales (le déséquilibre un peu grave de développement entre les zones existant en Chine à long terme, environ une moitié de l'ensemble de la population de pauvreté dans la région de l'Ouest et la Chine met en œuvre une stratégie de développement régional de coordination, en particulier celle de développement de l'Ouest, qui réduit non seulement les disparités régionales, mais aussi efficacement la pauvreté).

4.3.2. Par l'intermédiaire d'une amélioration des services sociaux et d'une sécurité sociale, on améliore la capacité et le bien-être de tout le

	1978 - 1980	1980 - 1985	1985 - 1990	1990 - 1995	1995 - 2000	2000 - 2005	2005 - 2010	2010 - 2015	1978- 2016
La population moyenne de la réduction de la pauvreté (million)	2,49	20,88	0,50	20,77	18,48	35,12	24,19	21,98	19,13
Le taux annuel de croissance du PIB par habitant (%)	6,3	9,2	6,3	11,0	7,6	9,1	10,7	7,3	8,3
Le taux de croissance de l'agriculture par an (%)	2,3	8,2	4,2	4,1	3,4	3,8	4,3	4,1	4,3
Le taux annuel de croissance d'emploi non agricole (%)	5,8	7,2	6,6	4,7	2,1	2,7	3,2	2,9	4,2

peuple, y compris les pauvres. Retenons, trois aspects. Dans un premier temps, l'instruction, il y a la mise en œuvre de la gratuité d'instruction obligatoire de 9 ans. Ensuite, la prise des mesures spéciales pour soutenir le développement d'instruction dans les régions pauvres, avec la mise en œuvre du programme d'instruction obligatoire dans les régions pauvres, l'amélioration des écoles, des enseignants et des installations et la mise du développement d'instruction dans l'objectif national de l'aide des pauvres. Enfin, l'offre d'un soutien spécial pour l'instruction des pauvres via l'exonération des frais de scolarité du lycée professionnel, l'offre des subventions de logement pour les lycéens et l'offre d'un déjeuner gratuit et des nutriments.

Dans un deuxième temps, le traitement médical, avec i) l'établissement du régime médical de coopération de nouveau type, l'amélioration des services de santé et la réduction de la charge des soins de santé des agriculteurs ; ii) l'amélioration des conditions de services de santé dans les régions pauvres et la formation des médecins de campagne ; et iii) l'offre des aides de santé spéciales pour la population pauvre (dont, l'exonération du paiement individuel de participation au système médical de coopération, l'augmentation de la proportion de remboursement des frais médicaux et l'offre des aides de santé supplémentaires).

4.3.3. Par l'intermédiaire d'un ciblage de l'aide des pauvres, d'améliorer les conditions de développement pour les pauvres et les régions pauvres, la capacité de la création de possibilités au moyen de leur développement économique.

4.3.4. La participation du Gouvernement chinois, du secteur privé et des forces sociales, afin de soutenir le programme national de la réduction de la pauvreté.

4.3.5. L'innovation continue des politiques et des moyens de la réduction de la pauvreté, et

l'amélioration de l'efficacité et la pertinence de la réduction de la pauvreté.

4.4. Expérience de la réduction de la pauvreté en Chine.

Plusieurs faits ont constitué l'expérience chinoise dans la réduction. Selon les situations du pays, on peut relever la sélection du mode de développement économique et d'une stratégie de réduction de la pauvreté. Puis, l'engagement politique à long terme et ferme sur la réduction de la pauvreté. Dans les pays en voie de développement avec un taux de pauvreté relativement élevé, le mode de croissance et la stratégie du rapprochement de la pauvreté (*pro - poor*) ayant l'importance vitale pour la réduction de la pauvreté. Ensuite, la promotion de la croissance économique de coordination, le développement social et la réduction de la pauvreté.

En outre, le mode de l'aide des pauvres de visée (*Targeting*) peut jouer un rôle important dans les domaines tels que l'amélioration du bien - être des pauvres, des capacités de partage de la croissance économique. Mais il faut la capacité relativement forte de gestion administrative et l'investissement solide. De différentes forces telles que le gouvernement, le secteur privé et d'autres organisations sociales jouant un rôle dans la réduction de la pauvreté. Enfin, en fonction de la nature de pauvreté et de la capacité nationale, l'innovation des stratégies et des modes de l'aide des pauvres de manière continue.

CONCLUSION ET SUGGESTIONS

Conclusion

Au terme d'un long séjour de recherche et de lecture à Beijing en Chine, auprès du Centre International de Réduction de la Pauvreté de Chine (en anglais, International Poverty Reduction Center in China, en sigle IPRCC), nous avons bénéficié d'un bon encadrement et certes recueilli de riches renseignements, collectés auprès des Sommités du monde scientifique chinois. De renseignements jugés utiles pour les mettre à la portée des chercheurs, des dirigeants de tous bords voire du public tant du monde scientifique que professionnel, sous forme d'une publication scientifique, ce qui pourra guider les éminents technocrates et les planificateurs dans l'adoption et l'application des politiques économiques, et lors de la conduite des réformes macroéconomiques et du pilotage des performances économiques. Cela pourra également inspirer les dirigeants des pays pauvres, comme la RDC, dans leur quête de solution contre la pauvreté de conditions de vie de leurs populations.

A l'instar de la RDC, les longues années de mauvaise gestion économique, de troubles politiques et de conflits armés avaient laissé leurs marques sur le profil de la pauvreté de conditions de vie en Chine. Au milieu des années 1975, la Chine aussi était un pays à forte malnutrition et forte mortalité des enfants de moins de 5 ans, faible couverture vaccinale, faible couverture vaccinale, faible niveau de scolarisation, faible niveau d'accès à l'eau potable et à l'assainissement. Par ailleurs, bien que la base en ressources naturelles de la RDC reste impressionnante, la Chine, 3ème plus grand pays du monde pour sa superficie, est cependant très pauvre en ressources naturelles, d'où la lutte est sans merci contre la corruption en Chine.

Dès lors, cette présentation est une nécessité et son thème tombe bien à propos. Il coïncide avec l'avènement d'un nouveau régime qui a un agenda à plusieurs priorités dont la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des Congolais. En effet l'objectif déclaré de cette présentation consistait à démontrer à suffisance que la lutte contre la pauvreté une réalité qui découle d'une vision claire, d'un leadership fort, d'une mobilisation efficace, d'une gestion rigoureuse des moyens tant humains que financier et d'une meilleure redistribution des richesses créées. Cette lutte est d'avant tout institutionnelle et puis volontariste. En effet, avec les instruments de contrôle classiques, on peut accroître considérablement les manœuvres budgétaires de l'Etat en faveur des secteurs sociaux, en renflouant les recettes de l'Etat, afin d'alléger certaines charges des ménages (dont l'éducation des enfants).

Encore faut-il que la réalisation de ces objectifs à horizon temporel plus ou moins long exige une restructuration profonde de l'espace économique-fiscal et une adaptation des stratégies qui ne peuvent s'opérer qu'au travers des réformes volontaristes. Ainsi, la rupture passe, à notre avis, par la sanction et la revalorisation du pouvoir judiciaire, pour stopper les fuites des capitaux, combattre la corruption, instaurer la bonne gouvernance, mettre fin à l'impunité, le nouveau régime devrait mettre sur pied un pouvoir judiciaire qui va lui assurer la bonne exécution des lois et règlements de la République ; un pouvoir judiciaire qui va mettre hors état de nuire tous les maffieux et autres prédateurs de la république.

Indéniablement, les Congolais ont cru au programme présidentiel des cinq chantiers de la république censés être cinq voies prioritaires pour le décollage du pays, à savoir : les infrastructures (routes, rails, ponts), la création d'emplois (qui passe par l'amélioration

du climat des affaires et les investissements), l'éducation (les écoles et les universités à reconstruire), l'eau et l'électricité, et enfin, la santé. Mais, c'est peut-être pour toutes les raisons susmentionnées – manque de rigueur dans l'exécution des mesures d'assainissement et d'application de sanctions d'une part, et d'autre part capitulation devant des pressions politiques et sociales – que le Congo de Lumumba, la RDC détient un impressionnant record d'échecs des tous les fameux programmes antérieurs.

Dans ce contexte, l'examen des politiques et des pratiques chinoises dans la réduction de la pauvreté des ménages, - dans le but d'en tirer des leçons qui s'imposent, pour une croissance pro-pauvres en RDC, - a révélé qu'il y a un manque cruel d'un leadership compétent et capable de faire fructifier le potentiel de la RDC pour la prospérité de ses filles et fils, comme en Chine.

Tout au long de notre étude, autant que faire se pouvait, nous avons montré qu'ailleurs, par exemple en Chine, la lutte contre la pauvreté n'est pas un leurre, mais plutôt une réalité qui procède d'une vision claire ; d'un leadership fort ; d'une mobilisation des citoyens autour d'un pacte républicain clairement défini et bien détaillé avec des indicateurs des résultats facilement quantifiables et mesurables ; d'une gestion rigoureuse des moyens tant humains que financiers et d'une meilleure redistribution des richesses créées. Ainsi, l'eau potable est assurément à la portée d'un plus grand nombre de personnes ; l'éducation de base est quasiment gratuite ; des soins médicaux de qualité sont dispensés à très peu de frais ; les chinois se logent convenablement et se déplacent sur des routes et des autoroutes régulièrement entretenues et même nouvellement construites, comme démontré à suffisance dans les points qui ont précédé.

C'est ainsi que, près de 50 ans de réformes volontaristes, l'économie chinoise s'est accrue en moyenne de plus de 9% par an. Plus de 700 millions de Chinois ont fait leur adieu à la pauvreté absolue. Et, pourtant, jusqu'en 1990, le PIB chinois n'était encore qu'un huitième de celui du Japon. Mais en 2016, le PIB chinois est déjà 2,5 fois celui du Japon et approximativement l'équivalent des PIB du Japon, de l'Allemagne, et de la Grande-Bretagne réunis. Comme on peut le constater, aujourd'hui, la Chine est la 2ème économie, la première puissance manufacturière et la première puissance commerciale du monde. Elle dispose de la plus importante réserve en devises de la planète. L'espérance de vie des Chinois a passé, en l'espace de 67 ans, de 35 à 76 ans. Ces exploits valent la peine d'être étudiés (vécus), pour servir de leçons à tout autre pays qui voudra faire de l'élimination de la pauvreté son cheval de bataille⁴³.

C'est dire donc que des millions de congolaises et congolais attendent de nouvelles autorités politiques, la traduction, dans les actes, de la volonté de changement de gouvernance qu'ils avaient exprimés dans les urnes le 30 décembre 2018. Cet idéal devait être porté par des hommes nouveaux, dont les mains ne portent pas des stigmates des crimes économiques, ou politiques. Car, au terme des élections du 30 décembre 2018, le maître mot, chez la majorité des électeurs, était de débarrasser les institutions du pays de tous ceux qui ont les « *mains sales*. Car, avec cette catégorie des *gestionnaires*, le pays n'aurait aucune chance de voir s'améliorer le vécu quotidien de ses citoyens, la gestion des affaires publiques, l'Etat des droits de l'homme, ni amorcer une marche réelle dans la voie de l'émergence »⁴⁴.

En comparaison, la pauvreté en République Démocratique de la Chine ne différait

⁴³ D'après Nelson Mandela : « la pauvreté, n'est pas une chose naturelle ». Il s'agit d'une pure création humaine, et elle ne peut être surmontée et éradiquée qu'au travers des actions des êtres humains ».

⁴⁴ Mais à en croire l'Honorable Député Léon Mondole : « ...le pays se trouve au ralenti, l'insécurité a repris son chemin. La majorité Fcc-Cach affiche aujourd'hui devant Dieu et le peuple Congolais son incapacité d'œuvrer ensemble pour l'intérêt du peuple... ».

pas de diverses façons de la pauvreté au Congo-Kinshasa. Dans les deux cas, la pauvreté absolue est une caractéristique générale de la société, avec l'incidence et la gravité de cette pauvreté particulièrement fortes. L'aspect le plus caractéristique de cette pauvreté est qu'il s'agit le plus souvent d'une pauvreté généralisée. Par « *pauvreté généralisée* », nous entendons une situation dans laquelle la plus grande partie de la population dispose d'un niveau de revenu à peine suffisant ou insuffisant pour satisfaire ses besoins essentiels, et dans laquelle les ressources disponibles de l'économie, même équitablement réparties, suffisent à peine pour assurer durablement les besoins fondamentaux de la population. Les causes de cette situation, y compris les relations entre la croissance inclusive et les couches défavorisées, ainsi que les incidences de la pauvreté généralisée sur le développement économiques et sur les stratégies de réduction de la pauvreté ont été examinées dans cette présentation.

Notre choix ne s'est pas porté sur les provinces agro-industrielles et touristiques par hasard. Avec respectivement près d'un million d'habitants, dont près de 800 millions sont sortis de la pauvreté en 2018, nous avons vu et palpé du doigt la réalité chinoise en matière de combat contre la pauvreté des foyers. Et pour pouvoir analyser profondément le phénomène, nous avons besoin également de disposer de données primaires relatives à la pauvreté des ménages dans les centres ruraux. Et tout compte fait, nous avons observé et retenu ceci :

- La Chine a adopté une approche pilote avant la réforme sur une plus vaste étendue. On commence par sélectionner des zones pour effectuer des essais de réforme. Sur la base du bilan des projets pilotes et des expériences de réussite, on va continuer à élargir la réforme en vulgarisant les expériences et les pratiques réussies. Voilà la caractéristique typique de la réforme en Chine.
- L'émancipation de l'esprit est la condition préalable pour la réforme. Le développement économique et l'amélioration du niveau de vie matérielle sont

indispensables pour la continuation de la réforme. Le peuple ne soutient la réforme que lorsqu'il voit que la réforme est efficace et porte des fruits. Ce n'est qu'ainsi que la réforme puisse entrer dans un cercle vertueux.

- La coopération étroite entre le Gouvernement actif et le marché efficace. C'est-à-dire, si l'on considère l'ensemble du processus de réforme et d'ouverture au cours des 40 dernières années, on voit que la direction n'a pas changé. Persistant dans la « *marchéisation* », on a continué à renforcer le rôle principal du marché dans les activités économiques. De plus, le Gouvernement a joué toujours un rôle décisif dans la réforme et l'ouverture. Pour conclure, on voit que le système économique de marché socialiste est la combinaison organique du « *rôle décisif du marché dans l'allocation des ressources* » et du « *rôle positif du gouvernement* ».
- La réforme à l'intérieur et l'ouverture sur le monde extérieur sont inséparables. L'ouverture sur le monde permet de relier le marché national et le marché international. Les produits nationaux peuvent sortir du pays, et être vendus sur le marché international, tandis que les produits, les technologies et les capitaux, étrangers peuvent venir dans le pays. La réforme à l'intérieur, tout en améliorant la productivité, permet aux technologies du pays de se conformer aux normes internationales. La réforme stimule l'ouverture. Sous l'effet du mécanisme d'engrenage, l'ouverture est une force motrice pour la réforme.

Ce sont là les quatre grandes leçons tirées de l'expérience chinoise dans la réduction de la pauvreté, et qui peuvent servir de modèle à l'économie congolaise dans la quête de son émergence.

Suggestions découlant de nos investigations.

Eu égard à tout ce qui précède, pour réduire de manière significative la pauvreté des

ménages en RDC, pensons-nous, les nouvelles autorités du pays doivent restaurer la justice distributive pour la stabilité des institutions et l'accélération de la croissance économique, tout en travaillant sans relâche sur les déterminants d'accessibilité aux biens et services sociaux de base, tout en essayant d'éliminer toutes les formes d'inégalités, au nombre desquelles figurent les disparités criantes au niveau du revenu, de l'accès aux biens privés et services publics, à l'information, etc. Ces dispositions, qui se trouvent renforcées même par la Loi fondamentale de la RDC, ne souffrent que de leur application faute de volonté politique d'une part et d'autre part de la mauvaise gouvernance.

En fait, cette thérapie de choc sous-tend la volonté inébranlable des instances dirigeantes à l'application sans faille des politiques économiques (politiques budgétaire, monétaire, des revenus et contrôle de change) clairement définies d'avance. Car, une mauvaise politique économique ou son absence provoque plus de dégâts que tous les tsunamis réunis.

En RDC, une thérapie de choc à la chinoise s'impose. De nombreuses raisons sont avancées pour expliquer le processus de paupérisation de l'Etat, des entreprises et des ménages dans ce pays. Parmi elles, la non-industrialisation du pays, le manque d'électrification, le défaut d'infrastructures, l'accès inégal aux biens et services publics et surtout la corruption endémique, qu'évoque fréquemment le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique. Mais un autre facteur, moins souvent mis en lumière, explique aussi en grande partie ce fléau du nouveau millénaire : *La fuite des capitaux, réalisée au travers des incitations fiscales octroyées par l'Etat congolais, d'une part, et, d'autre part, par le recours aux prix de transfert.*

A notre avis d'économiste du développement, la fuite des capitaux dans les secteurs miniers, de télécommunication, la fraude fiscale et le blanchissement des capitaux sont les plus graves maux qui valent au pays de figurer encore au bas de la liste des pays à faible développement humain : « 15 milliards de dollars américains, c'est à cette somme qu'on estime les

pertes annuelles de la RDC en termes de grande corruption ».

A tout prendre, cette présentation se passe de conclusion. Elle n'est d'ailleurs jamais finie puisqu'il s'agit d'un récit des faits vécus, d'une histoire inédite, fruit d'une narration ayant pour objet de limiter les nocivités et d'éviter, au Congo-Kinshasa, l'irréparable.